

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste) — Section Française de la IV^e Internationale

Numéro 9

JUIN 1938

Prix 2 fr. 50

1848, 1871 et 1938

La politique du gouvernement Daladier commence à ouvrir les yeux des grandes masses sur la politique du Front Populaire. Au yeux de tous, le gouvernement « de front populaire » est devenu le masque derrière lequel le grand capital développe une offensive pour l'exploitation intensive de la classe ouvrière et pour la préparation de la guerre impérialiste. Et cela, en liaison avec les organisations et courants fascistes.

Sous l'égide de Daladier, les chefs syndicaux liquidèrent la grève de la métallurgie parisienne (fin Avril). On passa à « l'assouplissement » des 40 heures. Les dirigeants du CSAR arrêtés furent libérés un à un, sauf Deloncle qui protesta d'ailleurs auprès du juge d'instruction en affirmant que Daladier lui-même « était au courant » et désignait les officiers qui devaient coopérer à l'organisation fasciste. Une dévaluation massive fit réaliser de gigantesques bénéfices aux Banques et accentua l'expropriation des classes moyennes ainsi que la baisse du pouvoir d'achat des salariés. En même temps, par une série de décrets lois, Daladier fit régner la terreur chez 2 millions 1/2 d'immigrés, emprunta 5 milliards pour la guerre et lança un programme de grands travaux en faveur de la grande industrie et du capital financier.

Aux colonies, sous la conduite du clémenciste Mandel, la répression la plus bestiale se poursuit (en particulier en Tunisie), les morts succédant aux morts. Pour couronner cette œuvre du capitalisme réactionnaire, Daladier, Bonnet et Cie suivent docilement les injonctions du Comité des forges et de la Banque de Paris en Tchécoslovaquie où ils louvoient de concert avec l'Angleterre, et en Espagne où ils favorisent délibérément Franco, sous le couvert de la « non-intervention ». Voilà comment agit un cabinet qui ne vit que par le soutien des partis qui bafoient le nom de socialiste et de communiste !

Pourquoi les masses ont jusqu'à présent accepté ce gouvernement de surexploitation et de guerre, cela s'explique surtout ainsi : ce gouvernement n'a fait que prolonger l'œuvre même de Chautemps et de Blum. Cependant, la crise du Front Populaire vient justement du fait que le mécontentement populaire s'accroît et que les catégories prolétariennes les plus clairvoyantes se rebellent contre les saboteurs qui dirigent leurs organisations.

La tradition révolutionnaire du prolétariat français est une réalité. Au sein même de la Grande Révolution démocratique bourgeoise (1789-1793), les ouvriers et les artisans avaient commencé à lutter pour leurs propres revendications de classe. En 1848, s'étant largement développés

comme une classe indépendante, les ouvriers engagèrent pour la première fois une lutte d'envergure contre le régime capitaliste, sous leur propre drapeau non en Février, mais en Juin. Plus de vingt ans passèrent encore avant que le prolétariat ne remontât à l'assaut du pouvoir. En 1871, ce fut pour triompher momentanément sur les ruines du second Empire. Rappeler ces épisodes, c'est du reste réveiller une tradition qui n'est pas seulement celle des travailleurs de France, mais celle des travailleurs du monde entier.

Il fallait le pitoyable révisionnisme stalinien pour tenter de rejeter un passé si glorieux au rang des « expériences manquées ». Thorez et son école (celle des falsificateurs stoliniens) tentent en effet maintenant de retourner contre le prolétariat révolutionnaire les échecs de ses tentatives antérieures. Ils rejoignent tout bonnement Paul Faure, qui invitait naguère les travailleurs à « laisser les pavés aux cantonniers ». En effet, si le prolétariat fut écrasé dans la sanglante répression de Juin 1848, ce fut selon eux, parce qu'il ne sut pas maintenir le « bloc démocratique » qui avait renversé la monarchie de Février. Et si la commune de 71 dut finalement subir la loi du vainqueur bourgeois, c'est pour n'avoir pas su allier à son action les masses paysannes de la province. Voilà l'avenissement que donne M. Thorez aux ouvriers et aux paysans impatients de briser le joug de MM. Daladier, Herriot, Chautemps, Mandel, Paul Reynaud et **tutti quanti** !

Les causes de l'échec de Juin 1848 sont multiples et si Marx et Engels en ont fait une analyse si détaillée, c'est justement pour mettre en relief l'impossibilité de la victoire de la démocratie révolutionnaire et du socialisme sans une intervention dirigeante de la classe prolétarienne. Cette leçon ne fut pas seulement déglagée par eux des événements de Juin en France, mais aussi de la révolution en Europe centrale (insurrection de Dresde, de Prague, de Vienne, de Berlin, et la guerre de position dans le Palatinat). L'isolement de l'avant-garde ouvrière en Juin 1848 ne provenait pas de sa rupture avec l'Assemblée Nationale, de la désagrégation du bloc social-démocratique, mais de l'immaturité du parti du prolétariat, et par suite de son incapacité à conduire la lutte en détachant les paysans parcellaires et les boutiquiers de leurs chefs démocrates qui devaient les jeter dans les bras de Napoléon III. Mais comme l'écrivit Marx : « ce n'est que trempé dans le sang des insurgés de Juin que le drapeau tricolore est devenu le drapeau de la Révolution européenne, le drapeau rouge ».

Quant à la leçon essentielle de la Commune de 1871, Marx et Engels la formulèrent ainsi : « La commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession du mécanisme politique existant et le mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts ». (Préface de 1872, au **manifeste Communiste**). C'est justement la leçon à laquelle stalinien et réformistes tournent le dos. C'est celle qu'avait retenu Lénine, et qui contribua à la victoire révolutionnaire, socialiste, internationaliste, d'Octobre 1917.

Sous bien des rapports, les conditions immédiates de la lutte des classes exploitées ne sont plus les mêmes en 1938 que 50 ou 90 années auparavant. Les principes essentiels, les lois fondamentales du combat pour le ren-

versement du **régime du salariat**, n'en sont que plus précieuses. L'indépendance du parti prolétarien, l'alliance avec les classes moyennes exploitées (paysannerie, artisanat, employés, petits fonctionnaires, etc...), l'inévitabilité de la guerre civile, ce sont des axiomes dont la justesse ne s'est pas démentie depuis un siècle de lutte. Mais la 2^e et la 3^e Internationales les ont définitivement rejetées avec tout le reste du marxisme.

D'ailleurs, Thorez et Cie n'exercent leur reniement qu'avec circonspection, car, à chaque pas, le P.O.I. est maintenant là, avant garde renaissante, pour rétablir les faits, pour démasquer l'imposture, pour renouer, contre les renards pseudo-démocrates et les loups fascistes d'aujourd'hui, la vraie tradition des ennemis nécessaires du régime capitaliste, les barricadiers de 1848 et les communs de 1871.

Critique économique

LES ÉMISSIONS DE CAPITAUX ET LA CRISE

La statistique des émissions de capitaux est très significative de l'allure de la crise en France, et de sa tendance générale. Voici les données les plus récentes :

Moyenne mensuelle	Sociétés anciennes actions obligat. (En millions de francs)	Sociétés Nouvelles	Total	Taux moyen des oblig
1929	610	531	1224	5.36
1930	312	1459	1823	4.69
1931	134	1196	1370	4.68
1932	65	423	537	5.24
1933	59	221	300	5.81
1934	71	259	341	6.07
1935	65	155	231	5.67
1936	42	48	94	6.34
1937	100	193	296	6.68
1938 Janvier	36	76	114	7.40
1938 Février	35	1017	1056	6.50

Bien que cette statistique ne porte que sur un secteur seulement des investissements de capitaux (les émissions dispensées des formalités de l'annonce, c'est-à-dire celles des collectivités publiques et des chemins de fer n'y sont pas comprises), elle apporte des enseignements assez importants.

Le fait essentiel est la diminution constante et absolue de la masse des nouveaux capitaux investis dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, passant d'une moyenne mensuelle de 1 milliard 370 millions en 1931 à 94 millions en 1936. Cette diminution porte aussi bien sur les capitaux investis dans les anciennes sociétés que dans les nouvelles.

Si l'on examine les chiffres pour 1937 et les premiers mois de 1938, on constate une progression des investissements. Toutefois, le chiffre moyen pour 1937 n'atteint même pas celui de 1934. A quoi il faut ajouter que les francs de 1937 ont subi entre temps les dévaluations Aurioi (le chiffre important de Février est dû à une émission massive exceptionnelle d'obligations du Crédit National).

On peut facilement voir par cette courbe que le réemploi des capitaux est encore très loin d'atteindre les niveaux de prospérité de 1929 à 1931. C'est là le signe le plus certain du caractère de la crise française, qu'on pourrait appeler une crise **flottante**. L'augmentation des émissions en 1937 et au début de 1938 est due en partie à la « politique de crédit » des gouvernements de Front Populaire, et en partie à la dévaluation qui a avili la monnaie. Mais est-elle capable de se développer plus largement au cours de l'année ?

Avant d'examiner ce point il faut faire d'autres constatations. D'abord, les émissions de capitaux portent avant tout sur les sociétés **anciennes**. Les moyennes mensuelles pour les **nouvelles sociétés** sont tombées pour 1936 et 1937 aux chiffres ridicules de 4 et 3 millions ! Ensuite on voit que les obligations (titres à revenus fixes) sont légèrement plus favorisées que les actions (titres à revenus variables). On peut tirer de là une conclusion tout à fait nette : c'est que le capital de pro-

duction ne se développe plus. Les émissions d'anciennes sociétés (augmentations de capital, réserves amortissements), représentent surtout la part d'entretien, de réfection, d'amélioration, dans l'appareil de production existant.

Il est évident que cette partie est déjà depuis des dizaines d'années plus importante que celle des capitaux nouveaux qui s'investissent dans de nouvelles entreprises. La diminution de la première entraîne d'ailleurs forcément la diminution relative de la seconde. Mais la diminution relative extraordinaire des constitutions de sociétés nouvelles, marque clairement le déséquilibre général du système de crédit tout entier, en tant qu'il est lié à la production (mais sans que cela porte atteinte au prélèvement de plus value extorquée aux travailleurs).

Il faut ajouter à cela le taux croissant moyen des obligations, qui atteint près de 7% en 1937. L'augmentation est régulière depuis 1931. Cela signifie que les difficultés pour se procurer le capital de production vont en croissant, et elles continuent à croître.

Mais ce tableau serait infidèle si nous ne le complétions pas par d'autres données. D'abord, cette statistique ne donne qu'une partie de la situation des investissements de capitaux. En effet, le capital monopolisateur dispose d'une série de moyens pour investir et faire circuler du capital sans lui faire subir les risques du jeu « normal ». L'un de ces moyens est celui qui consiste à utiliser directement ou indirectement le **budget**, c'est-à-dire les ressources et la garantie de l'Etat (ou des collectivités locales, départements ou communes), et en général toutes les industries subventionnées. Le capital financier a toujours utilisé ce moyen. Mais il a pris une importance de premier plan avec le développement de la **politique d'armement** et de **grands travaux**. Les sommes affectées par le budget à la politique d'armement constituent déjà un investissement énorme. Elles sont maintenant systématiquement augmentées par la Caisse Autonome de la Défense Nationale, fondée par Chautemps pour donner aux Banques l'assurance que les sommes qu'elles volent au public ne risquent pas d'être versées par le moyen des virements de crédits budgétaires, ailleurs que chez les industriels de guerre. Quant aux grands travaux, il suffit de se reporter au décret Daladier du 25 Mai, qui prévoit un plan de 11 milliards pour deux ans. Le décret prévoit le financement par des prêts aux collectivités (par l'intermédiaire du Crédit Foncier, de la Caisse des dépôts et Consignations et de la Caisse de Crédits aux départements), c'est-à-dire l'endettement accru des départements et des communes, et par des « emprunts sur le marché local », garantis et facilités par l'Etat, c'est-à-dire un prélèvement nouveau sur la petite et moyenne épargne et sur la masse des salaires.

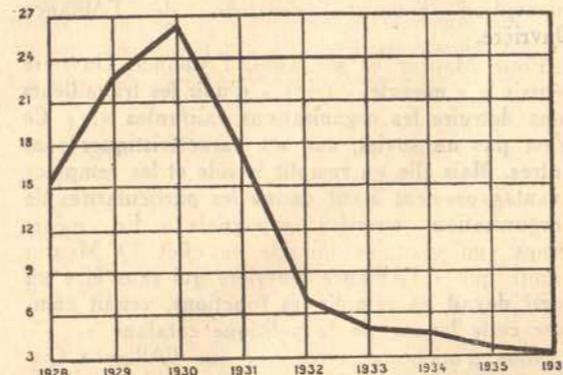
Ainsi on voit se développer, à côté de la stagnation des sociétés industrielles privées par suite de la faible circulation du capital, et des risques continus, un énorme secteur d'activité économique gagé sur le budget d'Etat et des collectivités, abrité des risques, qui donne l'illusion d'un nouvel équilibre du développement capitaliste. Cela seul d'ailleurs est illusoire, car les bénéfices et profits industriels et commerciaux qui en découlent pour les

grandes Banques sont bien réels. Ils sont acquis grâce à une augmentation croissante de la dette publique et privée, dont on allège périodiquement le poids par l'inflation (ou son pseudonyme, la dévaluation), une fois que le grand capital en a tiré les profits nécessaires.

Voici un tableau qui illustre parfaitement cet état de choses pour la dernière période :

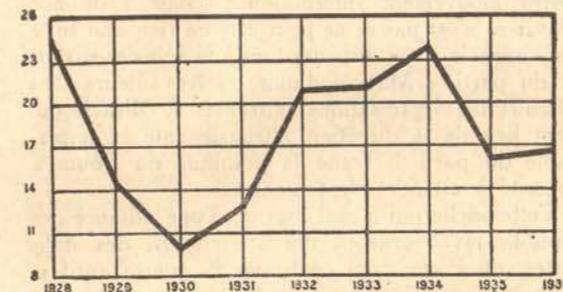
Trésor et Collectivités Publiques

Variations du chiffre total, exprimé en milliards de francs, des émissions du Trésor, des villes, des départements, des chemins de fer



Sociétés Privées

Chiffre total en milliards de francs



Jusqu'en 1930, les emprunts des collectivités publiques diminuent. C'est la « prospérité ». Les émissions privées suffisent ; elles s'élevaient jusqu'à 26 milliards. Ensuite, le phénomène inverse se produit, et se continue jusqu'en 1937. L'Etat et les communes empruntent. La Banque et l'industrie privée se « garent ». La politique de Daladier ne fait maintenant qu'essayer de combiner les deux formes de circulation du capital. Leur signification commune est de toujours ramener à l'accumulation entre les mains du capital monopolisateur, les Banques en tête.

Ce caractère déséquilibré du système de crédit est encore souligné par la thésaurisation continue, et qui est le fait des grands capitalistes. Il est impossible de chiffrer exactement le montant des capitaux « exportés » — 50, 80 ou 100 milliards ? Ces capitaux sont détenus par des banques, et même lorsqu'ils circulent entre différentes capitales, c'est pour profiter des mouvements de changes et encaisser ainsi un bénéfice spéculatif. C'est ce qui s'est produit au début de Mai, lorsque quelques milliards sont revenus en France prélever les monstrueux

bénéfices de la dévaluation Daladier-Marchandeau. Une fois ces bénéfices encaissés, ces capitaux reprirent le même chemin : ils ne s'investirent pas dans la production sauf partiellement à travers les garanties exceptionnelles offertes par l'emprunt de la Défense Nationale (qui apparaît ainsi comme le pourboire versé à Daladier en récompense de sa bienfaisante dévaluation !)

Peut-on à ce sujet parler de « sabotage de la production », voire de « grève de capital » ? Certains marxistes pensent que non, en avançant le raisonnement suivant : si le capital ne se réinvestit pas « normalement », c'est parce que le cycle de crise n'est pas révolu. C'est la loi même des crises qui retient le capital momentanément hors du procès de production. Ce serait donc du subjectivisme que d'accuser les capitalistes de saboter leur propre système économique.

Cependant, ce raisonnement passe à côté de la réalité. La crise économique ne présente pas (même sous ses aspects cycliques et conjoncturels) le même aspect qu'à l'époque de croissance continue du capitalisme. Les monopoles et les ententes de toutes sortes, au premier rang desquels il faut placer l'Etat, disposent de leviers puissants pour tenter de diriger les **mouvements de capitaux** (et non plus seulement le **contrôle des prix**). Leur but reste la recherche du profit, au taux le plus élevé possible. Mais cette recherche du profit, est devenue particulièrement dure, non seulement à cause des conditions générales, classiques, de la crise, mais aussi à cause de la lutte engagée depuis deux ans par la classe ouvrière pour essayer de modifier à son avantage la répartition des revenus (hausses des salaires, diminution de la journée de travail, ébauche de contrôle ouvrier sur le marché du travail, etc...). Voilà pourquoi la C.G.P.F. et les Banques ont engagé un combat dans lequel la maîtrise d'une partie dominante des mouvements de capitaux est une des armes décisives.

Nous devons aussi tirer de là une autre conclusion : c'est qu'il ne suffit pas d'attendre d'une « reprise économique » aléatoire une nouvelle marche en avant des classes exploitées. C'est dans la situation d'anarchie présente elle-même, anarchie qui respecte toujours le mécanisme de l'exploitation ouvrière et de l'extraction de la plus-value, que les travailleurs doivent trouver le mobile le plus puissant à leur action : un plan national d'action pour arracher à la minorité des exploiters le système du crédit et les branches principales de la production. —

P. NAVILLE

DOSSIER ECONOMIQUE (1 Juin 1938).

L'indice général de la production a continué à reculer légèrement au début du printemps, revenant aux niveaux de 1937. Les prix de gros continuent à monter :

	Prix de gros (non pondéré)	Indice général de la production
Juillet 1937	581	100
Août	591	91
Septembre	618	97
Octobre	611	100
Novembre	590	102
Décembre	601	102
Janvier 1938	612	98
Février	613	96
Mars		94

La production d'acier de minerai de fer et de fonte s'établit comme suit :

	Acier	Minerai de fer	Fonte
Février 1937	624		
Janvier 1938	623	3.262	643
Février	559	2.852	559
Mars	564		552

Fin Février, 93 hauts fournaux sont allumés contre 101 fin janvier. En mars, fermeture de 3 hauts-fournaux. Cependant « il n'y aurait pas de régression des commandes » (Rev. pol. et parlem. Avril), et, selon l'*Economist* du 15 Mai, « dans de nombreuses usines on ne travaille plus qu'au ralenti et on profite pour procéder à des travaux de réfection et d'amélioration ».

« Révolution et contre-révolution en Espagne »

(suite du numéro 6-7 de Mars-Avril)

L'ALLIANCE OUVRIÈRE

Les dirigeants du Poum ont toujours considéré avec une morgue amusée les conceptions « russes » de la 4^e Internationale. Bien entendu nous n'étions pour eux que les « épigones » de Trotsky, auquel la *Batalla* donna volontiers des coups de chapeau tout en émasculant ses textes de tout ce qui pouvait froisser Pivert. L'offensive du Psuc eut pour résultat le reniement par les chefs du Poum de tout contact avec le « trotskysme » même décoratif et formel, et l'expulsion des bolcheviks-léninistes des rangs d'un parti qu'ils voulaient servir honnêtement en redressant sa politique, et en y défendant, conformément au droit démocratique le programme du mouvement de la IV^e Internationale.

Mais même du temps où la *Batalla* publiait tous les jours la photo de notre camarade Trotsky dont le renom et l'autorité sont très grands sur les masses catalanes et ibériques, on lui contestait tout droit « d'intervention » effectif dans les affaires espagnole. Il ne connaissait pas ce climat spécial de la Catalogne ! Il voyait tout à la manière russe !

Ces critiques devenues classiques de la part de vieux oppositionnels passés au centrisme, s'expriment toujours comme des « nouveautés » pendant cette période confuse, incertaine, où ces anciens amis rompent, souvent sans se l'avouer eux-mêmes au début, avec le programme fondamental de notre mouvement.

Nous n'avons jamais refusé de les examiner, même formellement à la condition que ne fut point escamoté le fond politique de la question. C'est le cas pour la question décisive : **Alliance ouvrière ou Soviets en Espagne ?**

C'est fausser le problème avec une pseudo-originalité (qui n'a d'ailleurs rien à voir avec l'esprit catalan qui dans la mesure où il existe est soucieux de netteté), que de dire : conception russe ou conception propre à la Catalogne et à l'Espagne. La forme soviétique n'est pas spécifiquement russe. Elle est l'application de la forme d'Etat « enfin trouvé » (Marx) par les Communards de Paris. Faisons la concession de l'étiquette à l'amour propre national : appelons « juntas » ou « Comités », les soviets. N'empêche que ce qui importe, c'est que ces juntas ou Comités soient organisés selon la conception politique d'ensemble « enfin trouvée » par les Communards, illustrée et réalisée d'une manière grandiose par les bolcheviks. Or, cette conception politique d'ensemble du marxisme-léninisme s'oppose d'une manière complète à la

conception poumiste, centriste, de l'Alliance Ouvrière.

Pour Maurin et ses amis, l'Alliance Ouvrière réussit le « miracle » (sic) « d'unir les travailleurs sans détruire les organisations existantes ». « Ce n'est pas un soviét, car ses caractéristiques sont autres. Mais elle en remplit le rôle et les remplace avantageusement étant donné les particularités de l'organisation ouvrière espagnole ». En même temps (un véritable miracle en effet !) Maurin ajoute que « l'Alliance Ouvrière qui sans être un parti devait en remplir les fonctions, venait combler cette lacune de la politique catalane ».

Nous n'oublions certes pas que l'Alliance Ouvrière fut un mot d'ordre entièrement positif en tant qu'expression de la nécessité du front unique d'organisation à organisation. Nin la propagea, avec succès, comme représentant en Espagne de notre mouvement international. Mais l'Alliance Ouvrière n'est pas et ne peut être en rien une sorte de « miracle » qui dispense tout à la fois des soviets et du parti. « Miracle d'unir les travailleurs sans détruire les organisations existantes ». Miracle qui tient lieu de la direction intransigeante et implacable du parti ! Toute la politique du Poum a consisté à attendre de tels miracles.

Cette idylle qui a mal tourné, d'une alliance des républicains bourgeois, des anarchistes, des stalinistes, du Poum pour continuer la guerre antifasciste tout en réalisant le collectivisme, n'est pas autre chose que la réalisation du miracle attendu d'une révolution qui serait faite par l'association des révolutionnaires et des contre-révolutionnaires. Aux antipodes des conceptions « miraculeuses » du centrisme, le bolchevisme nous enseigne :

1°) Le comité de masse ou soviét est absolument nécessaire en tant qu'instrument englobant toute la masse en lutte. Un bloc des organisations ne saurait remplacer le soviét.

2°) Mais le soviét lui-même n'est rien sans le parti révolutionnaire qui détruit l'influence des partis contre-révolutionnaires dans le Soviét et en fait l'instrument conscient de la dictature du prolétariat.

3°) Les soviets et le parti révolutionnaire constituent les armes les plus indispensables pour gagner la guerre et trouver des armes matérielles.

Il ne s'agit pas d'être russe ou pas russe, ami ou non de Trotsky. Il s'agit de savoir si l'enseignement de Marx et de Lénine doit servir à la décoration pathétique pour anniversaires ou doit être appliquée d'une manière vivante. Or, le parti ouvrier d'unification marxiste, n'a pas seulement foulé aux pieds les leçons « russes » (celles de

Lenine et Trotsky), mais les conceptions fondamentales du marxisme lui-même sur la question des questions : celle de l'Etat.

L'INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE

L'importance que nous accordons au rôle du parti serait en effet une maladie « trotskyste » : notre « volontarisme ». L'expérience espagnole ne nous guérira nullement de cette maladie, car elle démontre d'une manière péremptoire comment une révolution faite en dehors de tout parti révolutionnaire par les masses elles-mêmes forgeant le pouvoir nouveau (Comités, milices) a été arraché aux masses, et transformé en contre-révolution, avec l'assistance directe des stalinistes réformistes, la complicité des anarchistes, et au début la collaboration aux premiers actes anti-révolutionnaires du Poum.

Elle démontre en outre comment les masses ayant fait à nouveau un barrage héroïque aux avances de la contre-révolution, pendant les journées de Mai 1937, ayant à nouveau pris le pouvoir, ce pouvoir leur fut ravi par la contre-révolution bourgeoise staliniste, à la suite de la trahison des chefs anarchistes et de l'inconsistance du Poum.

S'il y avait eu en Espagne une organisation tant soit peu importante numériquement, avec une volonté et une politique révolutionnaire, correspondante à la volonté des masses, les soviets auraient instauré leur pouvoir soit en Juillet 1936, soit en Mai 1937, à commencer par la Catalogne.

Mais cette organisation devait s'opposer d'une manière implacable aux organisations anti-révolutionnaires du front populaire. Elle devait se tourner vers les masses anarchistes dans la CNT et les dresser contre les chefs inconsistants et félons à la Oliver ou Monseny. Le Poum était au fond imprégné de l'esprit de conciliation et d'adaptation avec les partis anti-révolutionnaires.

Sa plate-forme était toujours la théorie de l'unité nationale et internationale que réalisent le « nouveau parti », la « nouvelle internationale », que nous trouvons chez tous les groupements du Bureau de Londres. Maurin se prononça dans son livre pour le « parti marxiste unique » : « Les partis et les noyaux marxistes existants, PS, JS, PC, FCI, GC, ont l'obligation inéluctable et urgente de s'unifier non dans la confusion, mais sur les bases du marxisme révolutionnaire ». Cette obligation, les partis réformistes et stalinistes l'ont interprétée comme l'obligation de détruire toute organisation reflétant même d'une manière lointaine l'esprit du marxisme révolutionnaire.

Mais le Poum n'a pas, après la faillite, retenu cette leçon et il reste partie intégrante du Bureau de Londres, contre le mouvement de la IV^e Internationale qui entend réaliser sur la base d'un programme (qui tient compte même des plus récentes leçons d'Espagne et de France) l'unité de tous les véritables marxistes révolutionnaires. Extrêmement significatif est le fait que l'ouvrage du leader du Poum consacré à la « Révolution

et Contre-révolution en Espagne », ne dise pas un mot du problème de l'Internationale Révolutionnaire, de la 4^e Internationale.

Or, l'expérience prouve que la révolution n'est pas possible en Espagne sans un parti révolutionnaire mais qu'en outre si ce parti révolutionnaire ne sait pas travailler à la création dans les principaux pays d'une Internationale révolutionnaire qui dresse les masses directement contre leur propre bourgeoisie et pour l'aide du pays de la révolution, alors la révolution risque de succomber sous le poids de l'intervention et d'être étranglée par le blocus.

Le silence complet sur cette question décisive explique mieux que tous les ragots pourquoi, lorsqu'au début de la Révolution les militants de la 4^e Internationale étaient écartés par la direction du Poum, voire chassés, en revanche le représentant officieux de Blum (l'homme du blocus), son bras gauche Pivert, alors intégralement solidaire de Blum et partisan de la non-intervention était accueilli au Poum comme le mandataire « du prolétariat révolutionnaire de France » (sic).



Telles sont les remarques qu'impose le livre de Maurin.

On dira : vous avez dit ce qu'a fait le Poum, conformément à sa politique et à son programme. Mais qu'a fait la 4^e Internationale avec sa « politique juste » ? Elle a fait faillite comme le Poum ! Telle est parait-il la dernière découverte de certains pseudo-marxistes échaudés, anciens partisans du Front Populaire ou du Poum, mais que la déception a rejeté dans l'ultra-gauchisme. Quel mépris de la réalité !

Notre critique du Poum tient compte de la réalité : ses 50.000 membres, son influence, sa politique réelle. Elle tient aussi compte de l'autre côté de la réalité : les ex-partisans de la IV^e Internationale avaient complètement abandonné au profit du poumisme leur tendance internationale. De sorte que le mouvement pour la IV^e Internationale dès le 19 juillet 1936 a dû repartir de zéro. Dès nos premiers pas, il n'a pas eu de pire obstacle que la direction du Poum, elle-même, et les anciens partisans de la IV^e Internationale passés au Bureau de Londres.

De sorte qu'il avait avant tout une tâche de groupe de propagande : rééduquer, recommencer, retrouver ou forger des cadres, sur la base de la situation, de l'autocritique honnête, pousser les meilleurs éléments du Poum dans la voie de la IV^e Internationale. C'est pourquoi les bolcheviks-léninistes ont été chassés du Poum.

Mais dans la faillite et la débandade générale, politique et organisationnelle, dans la prostration opportuniste aussi bien que dans le désespoir ultra-gauchiste, notre section bolchevik-léniniste d'Espagne (qui vient récemment d'être accrue de dizaines de soldats, militants éprouvés) maintient le programme et la politique bolchevik, tire honnêtement la leçon du passé, trace le chemin du redressement, constitue le seul levier pour assurer ce redressement. Cela ce n'est pas la faillite, mais

dans la faillite générale, l'effort héroïque d'une jeune phalange révolutionnaire, que chaque mili-

tant d'avant garde dans le monde doit appuyer de toutes ses forces.

Jean Rous.

Un État ni Ouvrier ni Bourgeois ?

LA FORME POLITIQUE et le CONTENU SOCIAL

Les camarades B. et C. ont de nouveau soulevé la question du caractère de classe de l'État soviétique. La réponse qu'ils proposent est, à mon avis, absolument inexacte. Mais comme les camarades nommés ne tentent pas, comme le font certains ultra-gauches, de remplacer l'analyse scientifique par quelques glapissements perçants, on peut et on doit examiner avec eux de nouveau cette question extrêmement importante.

B. et C. n'oublient pas que la principale différence de l'U. R. S. S. avec un État bourgeois contemporain s'exprime dans le développement puissant des forces productives, résultant du changement des formes de propriété. Ils reconnaissent même que la « structure économique, telle qu'elle fut établie par la Révolution d'octobre, reste encore au fond inchangée ». Ils tirent de là la conclusion que c'est une obligation pour le prolétariat soviétique et mondial de défendre l'U. R. S. S. contre l'impérialisme. Dans ces cadres nous sommes pleinement d'accord avec B. et C. mais quelques importants que soient ces cadres, ils n'embrassent pas la question dans son entier. L'U. R. S. S. a cessé d'être un État ouvrier « dans le sens traditionnel (?) donné à ce terme par le marxisme ». Et puisque « la structure économique reste encore au fond inchangée », l'U. R. S. S. n'est pas encore devenue un État bourgeois. En même temps, B. et C. se refusent — et on ne peut que les en féliciter — à considérer la bureaucratie comme une classe indépendante. De ces propositions discordantes il résulte, comme chez les stalinistes, que l'État soviétique n'est du tout une organisation de domination de classe. Qu'est-il alors, en ce cas ?

Nous avons ainsi devant nous une nouvelle tentative de révision de la théorie de classe de l'État. Nous ne sommes pas, bien entendu, des fétichistes : si de nouveaux faits historiques exigent la révision de la théorie, nous ne nous arrêtons pas devant cela. La triste expérience des anciennes révisions devrait cependant nous inspirer une salutaire prudence, et nous faire méditer dix fois sur la vieille théorie et sur les faits nouveaux avant d'édifier une nouvelle doctrine.

B. et C. eux-mêmes notent en passant que, selon les conditions objectives et subjectives, la domination du prolétariat « peut trouver son expression dans un certain nombre de formes gouvernementales distinctes ». Ajoutons, pour plus de clarté : dans la libre lutte de différents partis à l'intérieur des soviets, dans le monopole

d'un seul parti, dans la concentration de fait du pouvoir dans les mains d'un seul individu. Bien entendu, la dictature personnelle est un symptôme de danger extrême pour le régime. Mais en même temps elle s'avère parfois être le seul moyen de salut de ce régime. La nature de classe de l'État est déterminée par conséquent non par ses formes politiques, mais par son contenu social, c'est-à-dire par le caractère des formes de propriété et des rapports de production que l'État donné sauvegarde et défend.

B. et C. en principe ne nient pas cela. S'ils se refusent cependant à voir dans l'U. R. S. S. un État ouvrier, c'est pour deux raisons, dont l'une a un caractère économique, l'autre politique. « Au cours des années passées, disent-ils la bureaucratie est définitivement entrée dans la voie de la destruction de l'économie planifiée et nationalisée » (Encore seulement « entrée dans la voie ? »).

Plus loin nous apprenons que la marche du développement « conduit la bureaucratie à un conflit qui s'accroît et s'approfondit toujours avec les besoins et les intérêts de l'économie nationalisée ». (Encore seulement « conduit ? »). La contradiction entre la bureaucratie et l'économie se rencontre même auparavant, mais c'est seulement dans la dernière année que « les actes de la bureaucratie sabotent activement le plan et désagrègent le monopole d'État » (Seulement « désagrègent ? » Par conséquent, n'ont pas encore « désagrégé ? »).

Le second argument, comme on vient de le dire, a un caractère politique. « Le concept de dictature du prolétariat n'est pas, en premier lieu, une catégorie économique, mais surtout une catégorie politique... Toutes les formes, organes, institutions de la domination de classe du prolétariat sont maintenant détruites, ce qui veut dire que la domination de classe du prolétariat est détruite ». Ce second argument, pris isolément, semble inattendu après ce que nous avons entendu sur les « différentes formes » de régime prolétarien. Bien entendu, la dictature du prolétariat est non seulement « surtout », mais absolument et entièrement une « catégorie politique ». Cependant, la politique elle-même n'est que l'économie concentrée. La domination de la social-démocratie dans l'État et les soviets (Allemagne 1918-1919) n'avait rien de commun avec la dictature du prolétariat, ayant laissé intacte la propriété bourgeoise. Au contraire, le régime qui sauvegarde la propriété expropriée et nationalisée contre l'impérialisme est, indépendamment de ses formes politiques, la dictature du prolétariat.

B. et C., en quelque sorte, reconnaissent cela « en général ». C'est pourquoi ils recourent à la combinaison de l'argument économique et de l'argument politique. La bureaucratie, disent-ils, n'a pas seulement définitivement privé le prolétariat du pouvoir politique, mais a aussi conduit l'économie dans une impasse. Si dans la période antérieure la bureaucratie, avec tous ses traits réactionnaires, a joué un rôle relativement progressif, dans la dernière période elle s'est définitivement changée en facteur réactionnaire.

Il y a dans ce raisonnement un noyau de vérité qui se trouve en complet accord avec les appréciations et pronostics de la Quatrième Internationale. Nous avons rappelé plus d'une fois comment « l'absolutisme éclairé », a joué un rôle progressif dans le développement de la bourgeoisie pour se changer ensuite en frein de ce même développement ; le conflit s'est terminé, comme on le sait, par la révolution. Dans la préparation de l'économie socialiste, écrivions-nous, « l'absolutisme éclairé », peut jouer un rôle progressif pendant une période incomparablement plus courte. Ce pronostic se confirme clairement sous nos yeux. Bernée par ses propres succès, la bureaucratie comptait atteindre des coefficients toujours plus élevés d'accroissement économique. Cependant elle s'est heurtée à une crise aigue de l'économie qui fut une des sources de la panique actuelle et des répressions enragées.

Cela signifie-t-il que le développement des forces productives en U. R. S. S. se soit déjà arrêté ? Nous ne nous résolvons pas à prononcer une telle affirmation. Les possibilités créatrices de l'économie nationalisée sont si grandes que les forces productives, malgré le frein bureaucratique, sont encore capables de se développer pendant un certain nombre d'années, quoique dans une progression plus lente que jusqu'à maintenant. Faire actuellement même à ce sujet une prédiction précise n'est guère possible. En tout cas la crise politique qui déchire la bureaucratie est beaucoup plus dangereuse pour elle aujourd'hui que la perspective de l'arrêt des forces productives.

Pour simplifier la question, nous pouvons, cependant, admettre que la bureaucratie est dès maintenant devenue un frein absolu du développement économique. Ce fait signifie-t-il pourtant en lui-même que la nature de classe de l'U. R. S. S. aurait changé ou que l'U. R. S. S. serait privée de quelque nature de classe que ce soit ? C'est ici, me semble-t-il, qu'est la principale erreur de nos camarades.

(1) Le *New-Leader* de Londres, sous la rédaction de Fenner Brockway, écrit dans son article de tête du 12 novembre de cette année : « L'indépendant Labour Party n'accepte pas la conception trotskyte que les bases économiques du socia-

La société bourgeoise a développé les forces productives jusqu'à la guerre mondiale. C'est seulement dans le dernier quart de siècle que la bourgeoisie est devenue un frein absolu du développement. Cela signifie-t-il pourtant que la société bourgeoise a cessé d'être bourgeoise ? Non, cela signifie seulement qu'elle est devenue une société bourgeoise pourrissante.

Dans un certain nombre de pays le maintien de la propriété bourgeoise ne s'est trouvé possible qu'au moyen de l'établissement du régime fasciste. En d'autres termes, la bourgeoisie s'est privée de toutes les formes et moyens de domination politique immédiate. Cela signifie-t-il, pourtant, que l'État a cessé d'être bourgeois ? Non, en tant que le fascisme par ses méthodes barbares maintient la propriété privée, l'État sous le fascisme reste aussi bourgeois.

Nous ne voulons nullement donner à notre analogie une importance telle qu'elle épuise entièrement la question. Mais elle montre malgré tout que la concentration du pouvoir dans les mains de la bureaucratie et même l'arrêt du développement des forces productives en eux-mêmes ne changent pas la nature de classe de la société et de son État. Seule peut changer l'intervention de la violence révolutionnaire ou contre-révolutionnaire dans les rapports de propriété. (1).

Mais est-ce que l'histoire ne connaît pas des cas d'opposition de classe entre l'État et l'économie ? Si ! quand le Tiers-État s'empara du pouvoir, la société resta encore féodale pendant quelques années. Pendant les premiers mois du régime soviétique, le prolétariat dominait sur une économie bourgeoise. Dans le domaine de l'agriculture la dictature du prolétariat s'est appuyée pendant un certain nombre d'années sur une économie petite-bourgeoise (pour une part considérable elle s'y appuie encore maintenant). En cas de succès d'une contre-révolution bourgeoise en U. R. S. S., le nouveau gouvernement devrait, pendant une certaine période, s'appuyer sur une économie nationalisée. Mais que signifie une contradiction temporaire de ce genre entre État et économie ? Elle signifie la révolution ou la contre-révolution. La victoire d'une classe sur une autre survient précisément pour reconstruire l'économie dans l'intérêt du vainqueur. Mais une telle situation de dédoublement, qui est un moment nécessaire de tout bouleversement social, n'a rien de commun avec la théorie de l'État non différencié en classes, qui, vu l'absence de véritable maître est exploité par un commis, c'est-à-dire par la bureaucratie.

lisme en Russie soviétique sont détruites ».

Que dire de ces gens ? Ils ne comprennent pas les idées d'autrui, car eux-mêmes n'en possèdent aucune. Ils ne sont capables que de semer la confusion dans les têtes des ouvriers.

NORME ET FAIT

Ce qui pour nombre de camarades rend difficile une appréciation sociologique correcte de l'U. R. S. S., c'est qu'au lieu d'aborder la question d'une façon objective et dialectique, ils le font d'une façon subjective et normative. Ce n'est pas pour rien que B. et C. disent qu'il est impossible de considérer l'Union Soviétique comme un Etat ouvrier « dans le sens traditionnel donné à ce terme par le marxisme ». Cela signifie, tout simplement, que l'U. R. S. S. ne répond pas aux normes de l'Etat ouvrier que nous avons dégagées dans notre programme. Il ne peut y avoir de discussion là-dessus.

Notre programme est calculé sur le développement progressif de l'Etat ouvrier et par là même sur sa disparition graduelle. Mais l'histoire, qui n'agit pas toujours « selon le programme », nous a présenté un procès de dégénérescence de l'Etat ouvrier.

Cela signifie-t-il pourtant que l'Etat ouvrier qui est entré en contradiction avec les exigences de notre programme a cessé par là même d'être un Etat ouvrier ? Le foie atteint par la malaria ne correspond pas au type normal de foie. Mais il ne cesse pas pour cela d'être un foie. Pour comprendre sa nature, l'anatomie et la physiologie ne sont plus suffisantes. Il faut encore la pathologie. Il est beaucoup plus facile, évidemment, en présence d'un foie malade de dire : « Cet objet ne me convient pas », et de lui tourner le dos. Pourtant le médecin ne peut se permettre un tel luxe. Il doit dans les conditions de la maladie même — et dans la déformation de l'organe provoquée par elle — découvrir les moyens de traitement thérapeutiques, (« réforme ») ou d'intervention chirurgicale (« révolution »). Mais pour cela, il doit avant tout comprendre clairement que l'organe déformé est un foie malade, et non pas quelque chose d'autre.

Prenons, pourtant, une comparaison plus proche : entre l'Etat ouvrier et le syndicat. Du point de vue notre programme, le syndicat doit être une organisation de lutte de classe. Que dire alors de l'American Fédération of Labour ? A sa tête se trouvent des agents avérés de la bourgeoisie. Dans toutes les questions essentielles ; MM. Green, Woll et Cie mènent une politique directement opposée aux intérêts du prolétariat. On peut poursuivre l'analogie et dire que si avant l'apparition du C. I. O., l'A. F. of L. remplissait encore jusqu'à un certain degré un travail progressif, maintenant, alors que le principal contenu de l'activité de l'A. F. of L. consiste à lutter contre les tendances progressives (ou moins réactionnaires) du C. I. O., l'appareil de Green est devenu définitivement un facteur réactionnaire. Cela sera absolument juste. Mais l'A. F. of L. ne cesse pas pour cela d'être une organisation de syndicats.

Le caractère de classe de l'Etat est déterminé

par sa relation avec les formes de propriété des moyens de production. Le caractère d'une organisation ouvrière comme syndicat est déterminé par sa relation avec la répartition du revenu national. Le fait que Green et Cie défendent la propriété privée des moyens de production, les caractérise comme des bourgeois. Si ces messieurs défendaient par dessus tout les revenus de la bourgeoisie contre toute atteinte de la part des ouvriers, c'est-à-dire menaient la lutte contre l'augmentation des salaires contre le secours aux chômeurs, nous aurions une organisation de jaunes, et non un syndicat. Néanmoins, Green et Cie, pour ne pas être détachés de leur base, sont contraints, dans certaines limites, de diriger la lutte des ouvriers pour l'augmentation de leur part ou, au moins, contre la diminution de celle-ci dans le revenu national. Ce signe objectif est suffisant pour que dans tous les cas importants nous puissions tracer une ligne de démarcation entre le syndicat le plus réactionnaire et une organisation de jaunes. Nous avons le devoir, par cela même, non seulement de mener un travail dans l'A. F. of Labour mais aussi de la défendre contre les jaunes, le Ku-Klux-klan et autres.

La fonction de Staline, de même que celle de Green, a un caractère double. Staline sert la bureaucratie et par là même la bourgeoisie mondiale ; mais il ne peut servir la bureaucratie sans sauvegarder la base sociale que la bureaucratie exploite dans son intérêt. C'est dans cette mesure que Staline défend la propriété nationalisée contre l'impérialisme et contre les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie elle-même. Cependant il réalise cette défense par des méthodes qui préparent l'effondrement général de la société soviétique. Mais c'est le prolétariat révolutionnaire qui doit la renverser. Il ne peut remettre cette tâche à l'impérialisme. Contre l'impérialisme le prolétariat défend l'U. R. S. S., malgré Staline.

Le développement historique nous a accoutumés à rencontrer les syndicats les plus différents : combattifs, réformistes, révolutionnaires, réactionnaires, libéraux et catholiques. Il en va autrement de l'Etat ouvrier. Nous voyons une semblable expérience pour la première fois. De là le penchant d'aborder l'U. R. S. S. exclusivement sous l'angle des normes du programme révolutionnaire. Cependant, l'Etat ouvrier est un fait historique objectif qui est soumis à l'action de diverses forces historiques et qui peut, comme nous le voyons, entrer en complète contradiction avec les normes « traditionnelles ».

Les camarades B. et C. disent de façon tout à fait juste que Staline et Cie servent par leur politique la bourgeoisie internationale. Mais il faut placer cette idée juste dans des conditions déterminées de temps et de lieu. Hitler aussi sert la bourgeoisie. Cependant, entre les fonctions de Staline et Hitler il y a une différence, Hitler défend les formes bourgeoises de la propriété. Staline adapte les intérêts de la bureaucratie aux

formes prolétariennes de propriété. Le même Staline en Espagne, c'est-à-dire sur le terrain du régime bourgeois, remplit la fonction de Hitler (par les méthodes politiques ils se distinguent fort peu l'un de l'autre). La comparaison des rôles sociaux différents du même Staline en U. R. S. S. et en Espagne montre également bien que la bureaucratie n'est pas une classe indépendante, mais l'instrument de certaines classes, et qu'il est impossible de déterminer la nature sociale de l'Etat par la vertu ou la vilenie de la bureaucratie.

BUREAUCRATIE BOURGEOISE
D'UN ETAT OUVRIER

L'affirmation que la bureaucratie d'un Etat ouvrier a un caractère bourgeois doit apparaître non seulement incompréhensible, mais encore directement absurde aux gens d'une tournure d'esprit formelle. Cependant, il n'a jamais existé et il n'existe pas de types d'Etat chimiquement purs. La monarchie prussienne, semi-féodale, a rempli les plus importantes tâches politiques de la bourgeoisie, mais elle les a remplies à sa manière, c'est-à-dire dans le style féodal et non dans le style jacobin. Au Japon, nous reconstruisons encore aujourd'hui un rapport analogue entre le caractère bourgeois de l'Etat et le caractère semi-féodal de la caste dirigeante. Tout cela n'empêche pas que nous distinguons suffisamment bien la société féodale et la société bourgeoise.

On peut objecter, certes, que la collaboration des forces féodales et bourgeoises est bien plus facilement réalisable que la collaboration des forces bourgeoises et prolétariennes, car dans le premier cas il s'agit de deux formes d'exploitation de classe. C'est absolument juste. Mais l'Etat ouvrier ne crée pas du jour au lendemain une société nouvelle. Marx a écrit que dans l'Etat ouvrier se maintiennent encore dans la première période les normes bourgeoises de répartition (voir à ce sujet *La Révolution traquée*, le chapitre « Le Socialisme et l'Etat », page 68 de l'édition française). Il faut bien pénétrer, et jusqu'au fond, cette idée. L'Etat ouvrier lui-même, en tant qu'Etat, est nécessaire précisément parce que restent encore en vigueur les normes bourgeoises de répartition. La bureaucratie est l'organe de cette répartition. Cela signifie que même la bureaucratie la plus révolutionnaire est, à un certain degré, un organe bourgeois dans l'Etat ouvrier. Bien entendu, le degré de ce caractère bourgeois et la tendance générale du développement ont une importance décisive. Si l'Etat ouvrier se débureaucratise et se réduit progressivement à rien, cela veut dire que le développement va vers le socialisme. Au contraire, si la bureaucratie devient de plus en plus forte, puissante, privilégiée et conservatrice, cela veut dire que dans l'Etat ouvrier les tendances bourgeoises croissent au détriment des tendances socialistes ; en d'autres termes, la contradiction interne qui,

à un certain degré, est renfermée dans l'Etat ouvrier dès les premiers jours de son apparition, ne diminue pas comme l'exige la « norme » mais s'accroît. Cependant, tant que cette contradiction n'est pas passée du domaine de la répartition au domaine de la production et n'a pas brisé la propriété nationalisée et l'économie planifiée, l'Etat reste ouvrier.

Lénine disait déjà il y a quinze ans : « Notre Etat est ouvrier, mais avec une déformation bureaucratique ». La déformation bureaucratique représentait à cette période un héritage direct du régime bourgeois et, en ce sens, apparaissait comme une simple survivance. Sous l'influence de conditions historiques défavorables, la « survivance » bureaucratique s'est nourrie pourtant à de nouvelles sources et est devenue un énorme facteur historique.

C'est précisément pourquoi nous parlons maintenant de **dégénérescence** de l'Etat ouvrier. Cette dégénérescence, comme le montre la bacchanale actuelle de terreur bonapartiste, est proche du moment critique. Ce qui n'était qu'une « déformation bureaucratique » s'appête maintenant à dévorer l'Etat ouvrier sans rien laisser, et à former sur les ruines de la propriété nationalisée une nouvelle classe possédante. Une telle possibilité s'est extrêmement rapprochée. Mais ce n'est malgré tout qu'une possibilité et nous n'avons pas à nous en incliner d'avance devant elle.

POUR LA DIALECTIQUE

L'U. R. S. S., en tant qu'Etat ouvrier, ne répond pas à une norme « traditionnelle ». Cela ne signifie pas qu'il n'est pas un Etat ouvrier. Mais cela ne signifie pas non plus que la norme s'est trouvée fautive. La « norme » était calculée sur la victoire complète de la révolution prolétarienne internationale. L'U. R. S. S. est seulement une expression partielle et mutilée d'un Etat ouvrier arriéré et isolé.

La pensée qui se nourrit de normes « pures », idéaliste, ultimatisante, veut construire le monde à son image et écarter tout simplement parmi les phénomènes ceux qui ne lui conviennent pas. C'est sur des normes idéales creuses que se guident les sectaires, c'est-à-dire les gens qui ne sont révolutionnaires que dans leur propre imagination. Ils disent : ces syndicats ne nous conviennent pas, nous n'y entrons pas. Cet Etat ouvrier ne nous convient pas, nous ne le défendons pas. Ils promettent chaque fois de recommencer l'histoire du commencement. Ils construisent, voyez-vous, un Etat ouvrier idéal et des syndicats idéaux. Mais jusqu'à cet heureux moment, ils font la moue sur la réalité. Une moue bien sévère, voilà l'expression suprême du « révolutionnaire » sectaire.

La pensée purement « historique », réformiste, menchéviste, passive, conservatrice, s'occupe de justifier, selon l'expression de Marx, la cochonnerie d'aujourd'hui par la cochonnerie d'hier. Les représentants de ce type d'esprit entrent dans les

organisations de masse pour s'y dissoudre. Les méprisables « amis » de l'U. R. S. S. s'adaptent aux bassesses de la bureaucratie, invoquant les conditions « historiques ».

En opposition à ces deux tournures d'esprit, la pensée dialectique — marxiste — bolchéviste — prend les phénomènes dans leur développement objectif et en même temps trouve dans les contradictions internes de ce développement un appui pour la réalisation de ses « normes ». Il est, bien entendu, impossible d'oublier, en outre, que les normes programmatiques ne peuvent compter être réalisées que si elles sont l'expression généralisée des tendances progressives du procès objectif lui-même.

La définition programmatique d'un syndicat sera à peu près la suivante : une organisation d'ouvriers d'une profession ou d'une industrie avec le but de : 1° lutter contre le capital pour l'amélioration de la situation des travailleurs, 2° participer à la lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie, 3° participer à l'organisation de l'économie dans les principes socialistes. Si nous confrontons cette « définition normative » avec la réalité telle qu'elle est, nous nous trouvons contraints de dire : il n'existe pas au monde un seul syndicat. Mais une telle opposition de la norme et du fait, c'est-à-dire de l'expression généralisée du développement et d'une manifestation particulière de ce même développement, une telle opposition formelle, ultimatisée, adialectique du programme et de la réalité est absolument privée de vie et n'ouvre aucune voie à l'intervention du parti révolutionnaire. Cependant, les syndicats opportunistes actuels sous l'influence du déclin capitaliste peuvent et, à la condition que nous ayons une juste politique à l'intérieur des syndicats doivent se rapprocher de nos normes programmatiques et jouer un rôle historique progressif. Cela présuppose, bien entendu, un changement complet de direction. Il faut que les ouvriers des États-Unis, d'Angleterre, de France, sachent chasser les Green, Citrine, Jouhaux et Cie. Il faut que les ouvriers de l'U. R. S. S. sachent chasser Staline et Cie. Si le prolétariat chasse à temps, la bureaucratie soviétique, il trouvera encore après sa victoire les moyens de production nationalisés et les éléments fondamentaux de l'économie planifiée. Cela signifie qu'il n'aura pas à recommencer du commencement. Enorme avantage ! Mépriser à la légère une telle possibilité, ne peuvent le faire que les fanfarons du radicalisme, habitués à voltiger sans souci de branche en branche. La révolution socialiste est une tâche trop grandiose et trop difficile pour qu'on puisse d'un cœur léger faire une croix sur ses conquêtes matérielles inappréciables et repartir du commencement.

C'est très bien que les camarades B. et C., à la différence de notre camarade français C. et d'un certain nombre d'autres, n'oublient pas le facteur des forces productives et ne renoncent pas à la défense de l'U. R. S. S. Mais c'est malgré tout

insuffisant. Et qu'en serait-il si la direction criminelle de la bureaucratie arrêtait la croissance de l'économie ? Est-ce que les camarades B. et C. laisseraient passivement en ce cas l'impérialisme détruire les bases sociales de l'U. R. S. S. ? Nous sommes convaincus que non. Pourtant, leur définition non-marxiste de l'U. R. S. S. comme un Etat ni ouvrier ni bourgeois ouvre la porte à toutes sortes de conclusions. Voilà pourquoi cette conclusion doit être catégoriquement rejetée.

UNE CLASSE DOMINANTE ET EN MÊME TEMPS OPPRIMÉE

« Comment notre conscience politique peut-elle ne pas se révolter », disent les ultra-gauches, — quand on veut nous forcer à croire qu'en U. R. S. S. sous le régime de Staline, la classe « dominante » serait le prolétariat ?... Sous une forme si abstraite cette affirmation peut « révolter ». Mais la question est que les catégories abstraites, nécessaires dans le procès de l'analyse, ne conviennent nullement à la synthèse qui doit s'approcher le plus possible des choses concrètes. Le prolétariat de l'U. R. S. S. est la classe dominante dans un pays arriéré, ou manquent encore les biens les plus nécessaires à la vie. Le prolétariat de l'U. R. S. S. domine dans un pays qui ne comprend que le 1/12 de l'humanité ; sur les autres 11/12, c'est l'impérialisme qui domine. La domination du prolétariat déjà défigurée par l'état arriéré et la pauvreté du pays, l'est doublement et triplement par la pression de l'impérialisme mondial. L'organe de la domination du prolétariat — l'Etat — devient l'organe de la pression de l'impérialisme (diplomatie, armée, commerce extérieur, idées et mœurs).

À l'échelle historique la lutte pour la domination ne se mène pas entre le prolétariat et la bureaucratie, mais entre le prolétariat et la bourgeoisie mondiale. La bureaucratie n'est qu'un mécanisme de transmission de cette lutte. La lutte n'est pas terminée. Malgré tous les efforts de la clique de Moscou pour démontrer qu'elle est conservatrice d'une façon suffisamment sûre (la politique contre-révolutionnaire de Staline en Espagne), l'impérialisme mondial ne fait pas confiance à Staline, ne lui épargne pas les chicanes humiliantes et est prêt, à la première occasion favorable, à le renverser. Hitler — et c'est en cela sa force — exprime seulement de la façon la plus conséquente et la plus ouverte l'attitude de la bourgeoisie mondiale envers la bureaucratie soviétique. La bourgeoisie, aussi bien fasciste que démocrate, fait peu de cas des actes contre-révolutionnaires isolés de Staline, il lui faut la contre-révolution. Tant que cela ne sera pas, elle considérera l'Etat soviétique comme lui étant hostile. Et elle aura raison.

* * *

Le régime intérieur des pays coloniaux et semi-

coloniaux a un caractère éminemment bourgeois. Mais la pression de l'impérialisme étranger change et altère tellement la structure économique et politique de ces pays que la bourgeoisie nationale (même dans les pays politiquement indépendants de l'Amérique du Sud) n'arrive que partiellement à une situation de classe dominante. La pression de l'impérialisme sur les pays arriérés ne change certes pas leur caractère social **fondamental**, car le sujet et l'objet de la pression représentent seulement des niveaux différents d'une seule et même société bourgeoise. Néanmoins la différence entre l'Angleterre et l'Inde, le Japon et la Chine, les États-Unis et le Mexique est si grande que nous distinguons strictement entre les pays bourgeois oppresseurs et opprimés et que nous considérons comme notre devoir de soutenir les seconds contre les premiers. La bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux est une classe demi-dominante et semi-oppriée.

La pression de l'impérialisme sur l'Union Soviétique a pour but de changer la nature même de la société soviétique. La lutte, aujourd'hui pacifique, demain militaire, — a pour enjeu les formes de propriété. En tant que mécanisme de transmission de cette lutte la bureaucratie s'appuie tantôt sur le prolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat pour accroître son rôle de répartiteur des maigres biens terrestres pour assurer sa félicité et sa puissance. Par là même la domination du prolétariat prend un caractère diminué, faussé, mutilé. On peut dire avec pleine raison que le prolétariat, **dominant** dans un seul pays, arriéré et isolé, reste malgré tout une classe **oppriée**. L'origine de l'oppression c'est l'impérialisme

mondial : le mécanisme de transmission de l'oppression, c'est la bureaucratie. Si dans ces mots « classe dominante et en même temps oppriée » il y a une contradiction, elle vient non pas d'une erreur de pensée, mais de la contradiction qu'il y a dans la situation même de l'U. R. S. S. C'est précisément pourquoi nous nions la théorie du socialisme dans un seul pays.

La reconnaissance de l'U. R. S. S. comme un Etat ouvrier — non pas comme le type, mais comme une déformation du type — ne signifie nullement une amnistie théorique ou politique à l'égard de la bureaucratie soviétique. Au contraire, son caractère réactionnaire apparaît pleinement à la lumière de la contradiction entre sa politique anti-prolétarienne et les exigences de l'Etat ouvrier. C'est seulement en posant ainsi la question que notre dénonciation des crimes de la clique staliniste prend une force redoublée. La défense de l'U. R. S. S. renferme en soi non seulement la lutte sans condition contre l'impérialisme, mais aussi la préparation du renversement de la bureaucratie bonapartiste.

L'expérience de l'U. R. S. S. montre combien sont grandes les possibilités renfermées dans l'Etat ouvrier et combien est grande sa force de résistance. Mais cette même expérience montre combien est puissante la pression du capital et son agence bureaucratique, combien est difficile au prolétariat de parvenir à l'émancipation complète et combien il est important d'éduquer et de forger la nouvelle Internationale dans l'esprit de la lutte révolutionnaire implacable.

Coyoacan, le 25 novembre 1937.

L. TROTSKY

LA CRISE ÉCONOMIQUE EN RUSSIE

(Notes de Février à Avril)

Il y a une claire relation entre le règne de terreur et les difficultés économiques dans lesquelles se trouve plongé, au début du 3^e plan quinquennal, le régime du soi-disant « socialisme victorieux ». Les milliers de techniciens, d'ingénieurs et d'administrateurs d'usines deviennent les bouc-émissaires pour des déficiences qui sont inhérentes au système et à l'aménagement staliniste des industries soviétiques.

Les chemins de fer, depuis longtemps le point noir de la vie économique, sont de nouveau dans une situation difficile. L'équipement de base des chemins de fer, comme celui de la majorité des usines vitales, a été sérieusement endommagé dans la course sans limite aux records. Malgré les sommes énormes placées dans les transports dans les années récentes, sous la direction de Kaganovitch, les chemins de fer fonctionnent pauvrement. Les catastrophes et les accidents n'ont

pas tendance à diminuer. Le chargement des wagons est tombé à un taux alarmant, annulant les récents « succès » dans la métallurgie et les mines.

Dans ces dernières industries, la production a été temporairement ramenée au niveau atteints à la fin de 1935, au début du stakhanovisme. Par exemple, la production de charbon dans le bassin du Donetz atteint 225.000 tonnes par jour (production quotidienne de décembre 35, 229.000), contre un niveau antérieur de moins de 200.000 tonnes par jour. Mais le charbon supplémentaire s'empile simplement sur le carreau.

La situation est si grave que la Pravda du 15 janvier, consacrée à la première session du Conseil suprême, dut consacrer de la place à la « malheureuse situation » des chemins de fer du Donbas. La Pravda rapporte que dans les 10 premiers jours de janvier, les stocks de charbon

En ce qui concerne plus particulièrement la question en discussion, le camarade Trotsky fait dans sa déclaration allusion au passage suivant des thèses sur la guerre (*) :

« 44. Restant le défenseur résolu et intrépide de l'Etat ouvrier en lutte contre l'impérialisme, le prolétariat international ne devient pas, pourtant, l'allié des alliés impérialistes de l'URSS. Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve en alliance avec l'URSS maintient pleinement et entièrement son hostilité implacable à l'égard du gouvernement impérialiste de son propre pays. En ce sens, il n'y a pas de différence avec la politique du prolétariat d'un pays en lutte contre l'URSS. Mais dans le caractère des actions pratiques, il peut se trouver des différences considérables, provoquées par la situation concrète de la guerre. Il serait, par exemple, absurde et criminel, en cas de guerre entre l'URSS et le Japon, que le prolétariat américain sabote l'envoi d'armes américaines pour l'URSS. Cependant des actions de cette sorte — grèves, sabotages, etc... — seraient absolument obligatoires pour le prolétariat d'un pays en lutte contre l'URSS ».

« 45. L'opposition prolétarienne implacable contre l'allié impérialiste de l'URSS devrait se développer sur le terrain d'une part de la politique de classe à l'intérieur, d'autre part des buts impérialistes du gouvernement donné, du caractère perfide de son « alliance », de sa spéculation sur un coup d'Etat bourgeois en URSS, etc. La politique du parti prolétarien dans un pays impérialiste, « allié » comme « ennemi », doit, par conséquent, tendre au renversement révolutionnaire et à la prise du pouvoir. C'est seulement sur cette voie qu'on peut créer une alliance véritable avec l'URSS et sauver le premier Etat ouvrier de son effondrement. »

Les guerres de ces dernières années ne représentent pas une lutte directe entre des puissances impérialistes, mais des brigandages coloniaux (Italie-Abyssinie, Japon-Chine) ou des luttes pour des sphères d'influence (Chine, Chaco, à certains égards aussi l'Espagne), et n'ont pour cette raison pas encore dégénéré, pour le moment, en conflit mondial. Hitler espère partir demain à l'assaut de l'URSS de la même manière que le Japon aujourd'hui contre la Chine, c'est-à-dire, en changeant le rapport des forces impérialistes, sans léser directement des intérêts essentiels des autres impérialismes, et en localisant ainsi temporairement le conflit. Or les événements survenus depuis 1934 ont clairement démontré que les thèses citées restent valables pour l'attitude du prolétariat des pays impérialistes non seulement dans la guerre antisoviétique mais encore dans toutes les guerres où il doit prendre parti, et c'est précisément de telles guerres dont il s'agissait surtout ces dernières années.

* * *

La guerre n'est que continuation de la politique par d'autres moyens. Le prolétariat doit donc continuer sa lutte de classe aussi en temps de guerre entre autres, par les moyens nouveaux,

(*) voir page 8.

que lui remet la bourgeoisie. Il peut et doit exploiter dans les pays impérialistes l'affaiblissement de sa propre bourgeoisie par la guerre, pour préparer et accomplir sa révolution sociale et pour prendre le pouvoir, sans égard à la défaite militaire qui peut résulter à un moment donné de cette lutte. Cette tactique connue sous le nom de **défaitisme révolutionnaire**, qui peut et doit être réalisé internationalement, constitue à notre époque l'un des plus solides leviers de la révolution prolétarienne mondiale et par là du progrès historique.

Cependant, partout où la lutte n'est impérialiste que de l'un des côtés, et est de l'autre une guerre libératrice de nations non-impérialistes contre l'oppression impérialiste existante ou menaçante, ainsi que dans les guerres civiles entre les classes ou entre la démocratie et le fascisme, le prolétariat national et international ne peut pas appliquer une seule et même tactique envers les deux camps ; il doit reconnaître le caractère progressif de ces luttes libératrices, lutter résolument contre l'ennemi principal, l'impérialisme réactionnaire, (ou dans une guerre civile, contre le camp le plus réactionnaire), c'est-à-dire pour la victoire des opprimés ou de ceux que menace l'oppression sociale (ou politique) : l'URSS, les pays coloniaux et semi-coloniaux comme l'Abyssinie et la Chine, d'autre part l'Espagne républicaine, etc... En agissant ainsi, le prolétariat reste toujours conscient de son opposition implacable de classe envers sa propre bourgeoisie, conscient de son opposition politique à la bureaucratie soviétique ; et il n'abandonne sans résistance aucune de ses positions indépendantes. De même que dans les pays impérialistes, il aspire de toutes ses forces à la révolution sociale et à la prise du pouvoir, à l'instauration de sa dictature — lutte qui seule d'ailleurs rend possible une victoire sûre et durable sur les impérialistes. Mais ici il ne peut et ne veut pas rechercher la victoire révolutionnaire comme dans les camps impérialistes, au prix de la **défaite** militaire, mais par la voie de la **victoire** militaire de son pays (*).

La lutte de classe et la guerre sont des phénomènes internationaux qui ne peuvent se résoudre qu'internationalement. Chaque lutte n'admettant que deux camps (bloc contre bloc) et la mêlée impérialiste se mélangeant à la guerre des classes (impérialisme mondial contre prolétariat mondial), il se crée des situations multiples et complexes. Les bourgeoisies des pays semi-coloniaux ou la bourgeoisie libérale menacée par son « propre » fascisme, en appel à l'aide des impérialismes « amis » ; l'Union soviétique par exemple tente d'utiliser les antagonistes entre les im-

(*) Nous laissons de côté le cas, ou des guerres entre deux pays non-impérialistes ou des guerres civiles sont seulement ou éminemment un combat voilé entre deux impérialismes étrangers — l'Angleterre et l'Amérique dans la guerre du Chaco — ; et le cas où la lutte libératrice d'une nation opprimée n'est qu'un pion entre les mains d'un groupe impérialiste et s'incorpore dans un conflit impérialiste général - Serbie 1914-18.

périalismes, en concluant des alliances avec un groupe contre un autre, etc...Le prolétariat de tous les pays, seule classe internationalement solidaire et, aussi pour cette raison la seule progressive, se trouve de cette manière en temps de guerre, surtout pendant la nouvelle guerre mondiale, dans la situation complexe de devoir **combinaison le défaitisme envers sa propre bourgeoisie et le soutien de guerres progressives**.

Cette situation est véhémentement exploitée dès maintenant et le sera plus encore demain par les social patriotes de nuance social-démocrate, staliniste ou anarchiste, afin que les prolétaires se fassent massacrer au profit du Capital, avec l'illusion d'aider leurs frères d'URSS, de Chine, etc... Elle sert également aux social-traitres pour représenter les révolutionnaires non seulement comme ces « traîtres à leur patrie », mais encore comme des « traîtres à la patrie socialiste » (comme aujourd'hui ils sont traités de complices de Franco). Dans cette situation apparemment contradictoire, le prolétariat avant tout des pays impérialistes, a besoin d'une compréhension particulièrement claire de ces tâches combinées et des méthodes pour les réaliser.

En ce qui concerne l'application du défaitisme révolutionnaire contre la bourgeoisie impérialiste et son Etat il ne peut y avoir de différence fondamentale, quelque que soit l'attitude de celle-ci envers la cause soutenue par le prolétariat, qu'elle en soit « amie » ou ennemie, qu'elle se trouve en alliance — perfide — avec les alliés du prolétariat (Staline, la bourgeoisie des pays semi-coloniaux, les peuples coloniaux, le libéralisme en lutte contre le fascisme), ou bien mène la guerre contre eux. Les méthodes du défaitisme révolutionnaire restent invariablement : propagande révolutionnaire ; opposition irréductible envers le régime ; lutte de classe depuis la forme purement économique (grève à la forme politique la plus développée (insurrection armée) ; transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, fraternisation des soldats).

La défense internationale des Etats prolétariens, des peuples opprimés combattant pour leur liberté, et le soutien international de la guerre civile antifasciste, les armes à la main, doivent cependant par leur nature même revêtir des aspects différents, selon le fait que la bourgeoisie d'un pays donné se trouve temporairement à leurs côtés ou mène une guerre contre eux. A part la préparation politique de la révolution sociale, dont le rythme et les méthodes ne coïncident nullement avec ceux de la guerre, cette défense doit prendre, par la nature des choses, des formes militaires. Elle consiste par conséquent, en plus d'un soutien révolutionnaire, à appuyer militairement la cause progressive et à nuire militairement à son adversaire impérialiste.

Le soutien militaire de la cause progressive ne peut évidemment atteindre une envergure systématique et décisive que là où le prolétariat lui-même tient entre ses mains le levier du pouvoir et de l'économie. Dans les pays impérialistes alliés aux pays menant des guerres progressives ou révolu-

tionnaires l'affaire se résoud à ce que le prolétariat lutte par des moyens révolutionnaires pour un soutien militaire efficace, direct, contrôlé par lui, de la cause progressive (les ouvriers français criaient : « Des avions pour l'Espagne »). En tout cas il doit favoriser et contrôler le soutien effectivement accordé, serait-ce au prix d'une « exception » à la lutte de classe immédiate. (*) A l'instinct prolétarien et à la clairvoyance révolutionnaire qui connaît et distigue bien les tâches, de prendre en chaque situation concrète la décision juste, évitant aussi bien de nuire aux intérêts militaires de ses lointains alliés pour des considérations de lutte de classe nationales étroites, si révolutionnaires que soit leur apparence, que de faire les affaires impérialistes de son « propre » impérialisme sous prétexte de les aider. La seule aide véritable et décisive, les ouvriers l'apporteront à leurs alliés après la prise révolutionnaire du pouvoir et grâce à celle-ci.

La lutte du prolétariat d'un pays impérialiste qui se trouve en lutte immédiate et directe contre la cause progressive se déroulera tout autrement, au moins en ce qui concerne la forme extérieure de la lutte. Son devoir c'est, outre la lutte pour la révolution, le sabotage militaire (espionnage, terreur, explosions, « trahison militaire », soutien de détachement qui envahissent l'arrière de sa « propre » armée, etc., etc...) en faveur de « l'ennemi », c'est-à-dire l'ennemi de sa bourgeoisie, mais l'allié du prolétariat. Comme facteur du défaitisme révolutionnaire dans la lutte entre des pays impérialistes, le sabotage militaire, tout comme la terreur individuelle, est tout à fait inaptes à représenter les révolutionnaires non seulement comme te. Sans remplacer la révolution sociale ou même l'avancer d'un pouce, il ne ferait qu'aider un impérialisme contre l'autre, égarer l'avant-garde, semer des illusions dans les masses et faciliter ainsi le jeu des impérialistes. Par contre le sabotage militaire s'impose impérieusement comme mesure immédiate de défense du camp en lutte contre l'impérialisme et, par là progressif. Comme tel il est compris, salué et appuyé par les masses. La défaite de son « propre » pays devient ici, d'un moindre mal dont il faut prendre son parti (moindre mal par rapport à une « victoire » payée par l'union sacrée et par la renonciation à la révolution), le but immédiat, la tâche de la lutte prolétarienne. La défaite de son « propre » pays ne serait dans ce cas pas un mal du tout, ou un mal beaucoup plus facilement accepté, puisqu'elle signifierait la victoire commune d'un peuple

(*) On peut supposer avec certitude que si pendant la guerre les dockers de Marseille déclanchaient une grève qui ne ferait d'exception que pour les fournitures d'armes à l'URSS, fournitures auxquelles la bourgeoisie française porte le moindre intérêt, celle-ci en serait particulièrement fâchée ! De même il serait stupide, par exemple, de ne pas faire paraître, pendant une grève d'imprimeurs, les journaux ouvriers qui sont nécessaires à la lutte gréviste elle-même.

libéré du joug impérialiste existant ou en instance de menace, et du prolétariat de son ennemi sur le négrier commun, le capital impérialiste. Une telle victoire serait un puissant point de départ pour la révolution prolétarienne internationale dans les pays impérialistes, dans laquelle les pays « amis » ne seraient pas les derniers à entrer (*).

Nous voyons comment des situations de guerre différentes exigent du prolétariat révolutionnaire des différents pays impérialistes, s'il veut rester fidèle à sa nature et à son but, des formes de luttes différentes, qui peuvent apparaître aux esprits schématiques être des « déviations » du principe fondamental du défaitisme révolutionnaire, mais qui en réalité ne résultent que de la combinaison du défaitisme révolutionnaire avec la défense de certains camps progressifs.

Vu sous un angle historique supérieur, ces deux tâches d'ailleurs coïncident : en notre époque impérialiste, la bourgeoisie nationale des pays non-impérialistes — de même la bureaucratie soviétique — sont incapables, de peur de la classe ouvrière internationalement mûre pour la révolution et pour la dictature prolétarienne, de mener une lutte énergique contre l'impérialisme. Elles ne peuvent oser en appeler aux forces du prolétariat et sollicitent, à un certain stade de lutte, inévitablement l'aide de l'impérialisme contre leurs « propre » prolétariat. La libération complète des nations coloniales et semi-coloniales du joug impérialiste, la protection des pays coloniaux de l'esclavage total, et celle de l'URSS et la destruction et de l'anarchie intérieur et extérieur, la défense de la révolution bourgeoise-démocratique, l'échec au fascisme, toutes ces tâches ne peuvent être résolues nationalement et internationalement que par le prolétariat exclusivement ; leur réalisation s'interpénètre d'une façon naturelle avec la révolution prolétarienne. La future guerre mondiale sera à la fois la plus gigantesque et la plus

meurtrière de toute les explosions de l'Histoire, mais fera éclater en même temps toutes les entraves traditionnelles, et fondera dans son foyer les mouvements révolutionnaires et libérateurs du monde entier en un seul torrent de feu.

Exposer au prolétariat dès maintenant très clairement les problèmes de la future guerre et les tâches complexes qu'ils posent ; cette tâche sérieuse difficile est la plus pressante de nos jours. Seuls les bolchéviks-léninistes ont pris sur eux d'armer le prolétariat pour ses luttes et de lui forger l'instrument avec lequel il arrachera ses victoires futures : le programme, les méthodes, l'organisation de la IV^e Internationale. Décembre 1937.

W. St.

Il va de soi que le sabotage militaire en faveur des adversaires non-impérialistes de sa propre bourgeoisie ne doit pas s'étendre sur ses alliés impérialistes. Les prolétaires allemands par exemple, chercheront à désorganiser militairement le front oriental, à aider l'U. R. S. S. ; mais pour le front occidental, où sévirait une guerre purement impérialiste entre l'Allemagne et la France alliée à l'U. R. S. S., la « seule » règle qui sera en vigueur sera celle du défaitisme, pour le prolétariat allemand aussi bien que français.

Lénine écrit le 26 juillet 1915 (*Contre le courant*) en polémiquant contre le faux mot d'ordre de Trotsky « Ni victoire, ni défaite » : « Or, quand on parle d'actes révolutionnaires en temps de guerre contre le gouvernement de son pays, il est indubitable, incontestable, qu'il s'agit non seulement de souhaiter la défaillance de ce gouvernement, mais d'y concourir effectivement. (Un « lecteur perspicace » verra bien qu'il n'est nullement question de « faire sauter des ponts », d'organiser des mutineries militaires vouées à l'insuccès et, en général, d'aider le gouvernement à écraser les révolutionnaires). (Souligné par moi w.st.).

DANS L'INTERNATIONALE

HOLLANDE

Le R.S.A.P. et la IV^e Internationale

Depuis la Conférence Internationale du mouvement pour la Quatrième Internationale (Juillet 36) de graves divergences politiques se sont élevées entre le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire de Hollande (Sneevliet) et le Secrétariat International. A vrai dire ces divergences, qui portent essentiellement sur la question de l'édiction de la IV^e Internationale et sur l'orientation politique en Hollande sont aussi vieilles que le R.S.A.P. lui-même ; mais le mouvement international des bolchéviks-léninistes entendait con-

vaincre les membres du R.S.A.P. et sa direction de la fausseté de leurs conceptions au travers d'une collaboration politique étroite. Il se fondait en cela sur l'attitude extrêmement radicale de ce parti dans la question de la IV^e Internationale et des rapports avec le Bureau de Londres et en particulier avec le S.A.P. Aujourd'hui, ces divergences passées ont abouti à une rupture et à une polémique publique qui est menée par la direction du R.S.A.P. avec la dernière violence ; mais c'est en toute sérénité que nous examinerons les documents de la direction du R.S.A.P., non pour répondre aux injures, mais pour examiner la politique qu'elle s'efforce de définir dans ses do-

cuments, en particulier dans une série d'articles parus dans le « *Nieuwe Fakkel* » (Numéros du 28-1-38, des 11, 18 et 25-3-38) sous le titre « *Pour la Quatrième Internationale* », et dans la résolution de la réunion élargie de sa direction du 13 Mars dernier.

Pour comprendre les origines de ces divergences il convient de rappeler que dès avant la guerre la politique ultra-opportuniste de la social-démocratie hollandaise avait provoqué le départ d'un certain nombre d'éléments ultra-gauchistes qui formèrent le groupe des « *Tribunistes* ». Une partie de la « *Maladie Infantile du Communisme* » est encore consacrée à Pannekoek et Gorter qui étaient devenus les dirigeants de l'aile ultra-gauche du P. C. hollandais. Le R. S. P. hollandais, dont la direction autour de Sneevliet, est devenue celle de l'actuel R.S.A.P., se forme également en marge de la lutte internationale contre la dégénérescence stalinienne du bolchévisme.

Tous ces phénomènes ont un point de départ commun. Le capitalisme hollandais exploite un empire colonial extrêmement riche (pétrole, étain, caoutchouc, épices) ; il a pu ainsi pendant de longues années distribuer au prolétariat métropolitain quelques miettes de son profit ; les bases objectives d'un réformisme solidement assis (la centrale réformiste a un avoir de 20 millions de florins) étaient données, dont l'ultra-gauchisme n'a jamais été que l'envers : radicalisme verbal ; opportunisme dans les faits. Aujourd'hui la diminution du salaire réel des ouvriers atteint cependant 50 % ; sous le poids de la décomposition du capitalisme et de la crise la condition des ouvriers néerlandais tend à se rapprocher de celle des ouvriers des autres pays. Ainsi sont données les conditions d'un bouleversement de la géographie du mouvement ouvrier hollandais, en même temps que le capitalisme incline de plus en plus vers la substitution de l'Etat fort à la démocratie constitutionnelle.

L'existence d'un parti bolchévik en Hollande pourrait être un facteur décisif dans l'évolution de la situation, et avoir par conséquent des répercussions considérables en Extrême-Orient. Or, non seulement la direction du R.S.A.P. et Sneevliet en particulier n'entend nullement tirer sérieusement les leçons de l'évolution du mouvement ouvrier hollandais et international, sinon en phrases très générales, mais encore elle entend justifier rétrospectivement toutes ses erreurs. Pour voiler cette incapacité à examiner les problèmes en marxiste, Sneevliet se sert d'abstractions psychologiques : la passivité des masses, le sectarisme du S. I. etc...

Nous ne pouvons ici revenir en détail sur toutes les questions soulevées par Sneevliet. Nous nous contenterons donc de mentionner brièvement celles qui révèlent le véritable fond de sa pensée.

Il considère les différentes oppositions issues de l'I. C. comme un tout, dont chaque partie a une valeur révolutionnaire plus ou moins grande, mais dont aucune ne saurait être rejetée. Il se félicite en particulier de ce que les Brandlériens viennent

de condamner l'ensemble de la politique stalinienne et s'orientent (avec combien de précautions !) vers une nouvelle Internationale révolutionnaire (entendez vers le Bureau de Londres). Certes, plus la dégénérescence de la III^e Internationale ira s'approfondissant, plus il se trouvera de tendances du mouvement ouvrier, pour reconnaître, au moins du bout des lèvres, la nécessité d'une nouvelle internationale. Mais de là à participer à l'élaboration d'un programme marxiste conséquent il y a loin, et l'expérience montre trop que ceux qui se refusent à aller de l'avant retombent bien vite dans le réformisme ou le néo-réformisme stalinien (comme le Parti ouvrier Norvégien où le groupe *Que Faire* ?). Sneevliet, ne semble pas se préoccuper du programme des organisations en présence, ni de leur politique. Le SAP, le POUM le S. W. P. le S. I. il jongle avec toutes ces initiales comme s'il s'agissait de maisons de commerce concurrentes.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que Sneevliet se considère comme un pionnier et même comme LE pionnier de la IV^e Internationale, ceci parce qu'il se prononçait déjà pour la IV^e internationale alors que l'opposition de gauche était partisan du redressement de la III^e Internationale. Mais Sneevliet partage cet honneur avec Laurat, qui depuis est devenu le plus ferme soutien théorique de Jouhaux. Ceci justement parce que pour l'un et l'autre, la satisfaction d'avoir constaté la trahison stalinienne, remplaçait la lutte pour éduquer les ouvriers d'avant-garde dans l'esprit marxiste et dispensait de tenir compte de la confiance qu'ils accordaient encore à la direction stalinienne. La politique de redressement n'était aucunement une orientation de confiance aveugle en un redressement inéluctable de la troisième : elle était la seule politique qui permit de forger les cadres d'une nouvelle internationale, s'il était impossible d'imposer dans l'I. C. une politique juste ; la seule politique qui permit de faire aux ouvriers avancés la démonstration de la trahison définitive de Staline.

De même Sneevliet est, à ce qu'il dit, le seul qui ait une politique intransigeante conséquente dans la constitution de la IV^e internationale. Le S. I. dit-il au moment même où il proclamait la nécessité de la IV^e internationale, s'orientait vers la « liquidation » des organisations qui se réclamaient d'elle, par leur entrée dans la social-démocratie. Aujourd'hui encore Sneevliet condamne catégoriquement « l'entrisme ». Il ne cherche d'ailleurs pas à savoir s'il existait objectivement une évolution à gauche des ouvriers organisés dans la social-démocratie, principalement en France après le 6 Février ; il ne veut pas examiner si la tactique suivie par les bolchéviks-léninistes a été juste ou fautive ; il ne s'efforce pas de tirer les leçons des fautes commises, en particulier en France, entre les exclusions de Lille (Juillet 1935) et la constitution du P. O. I. (Juin 1936). Alors que les bolchéviks-léninistes de ce pays et du monde entier ont étudié soigneusement cette expérience, en particulier par la brochure de N. Braun. « *L'organe de Masse* », Sneevliet se

contente d'une condamnation aussi péremptoire que celle qu'il formulait en 1934 avec Nin et Ferrat. Et, afin de ne pas être ébranlé dans son jugement, il préfère passer à côté des résultats appréciables de l'expérience belge, et les résultats excellents de l'expérience américaine.

La ligne de Sneevliet est en effet restée constante, mais dans le sens d'un rapprochement de plus en plus intime avec le centrisme. Dès novembre 1935, il fait adopter au Congrès du R. S. A. P. une résolution chargeant la direction d'entretenir des relations avec les groupes qui se développent dans le sens de la IV^e Internationale. Sneevliet s'indigne encore que Trotsky ait pu à ce propos écrire que « Sneevliet cherchait à se rapprocher du Bureau de Londres ». Aujourd'hui, les faits — les faits têtus — sont là : le R. S. A. P. a participé sans condition à la Conférence de Février 1938 du Bureau de Londres (I), tandis qu'il pose des conditions sine qua non à la préparation en commun d'une Conférence de la IV^e Internationale. A la conférence du Bureau de Londres, il a été la couverture gauche d'une résolution de compromis sur le Front Populaire qui n'avait d'autre but que d'éviter une rupture avec le S. A. P. (Parti Socialiste Ouvriers d'Allemagne) et de couvrir la politique banqueroutière de celui-ci au sein du plus pourri des Fronts Populaires.

Sneevliet accuse encore le S. I. de n'avoir pas su faire autre chose que des scissions : mais, n'a-t-il pas devant lui l'exemple de son propre parti qui n'a pas connu moins de trois oppositions, vite liquidées et exclues : les oppositions droitières de Molenaar, de Schmid—de Zeeuw, et l'opposition bolchévik-léniniste. Sneevliet serait-il un enfant politique pour ne pas comprendre que les scissions sont des moments nécessaires dans la lutte d'un parti révolutionnaire pour définir un programme marxiste intransigeant ? et ceci particulièrement dans une période où il s'agit d'élaborer un programme bolchévik sans équivoque qui garantisse la victoire de la IV^e Internationale ? En réalité, Sneevliet comprend parfaitement cela, mais il place au-dessus du programme l'espoir d'un parti nombreux, dont il serait le dirigeant incontesté. Les considérations de prestige sont pour lui plus importantes que les considérations politiques, aussi les scissions dans le R. S. A. P. ont-elles toujours pris l'allure des conflits organisationnels extrêmement violents pour la conservation du pouvoir, sans que jamais une lutte politique soit menée sérieusement. Fidélité au parti, vigilance, attention, Sneevliet n'a pas imaginé d'autres arguments ni contre Molenaar, ni contre Schmidt, ni contre les bolchéviks-léninistes.

Ces scissions lui paraissent regrettables, mais surtout lorsqu'elles se produisent sur la droite. N'écrit-il pas ceci : « Il n'y avait que bêtise dans les arguments des membres du R. S. A. P. qui

(I) — Bien qu'il ait eu connaissance préalable des textes, entre autres du texte sur l'URSS où Brockway affirmait une nouvelle fois, que Trotsky était contre la défense de l'U. R. S. S.

sous l'impulsion de la Direction du S. A. P. jouaient avec l'unité à peine réalisée du R. S. A. P... Lorsqu'une petite partie d'entre eux eût quitté le R. S. A. P. et se fût organisée dans la Ligue des Socialistes Révolutionnaires (B. R. S.) et que le B. R. S. se fût affilié au Bureau de Londres, s'est créé un état de fait tel que le B. R. S. ne pouvait expliquer son existence aux travailleurs. Cet état ne s'améliora pas lorsqu'après le déclenchement de la guerre civile en Espagne le R. S. A. P. et le B. R. S. prirent le parti du P. O. U. M. et que les dirigeants du P. O. U. M. (et par conséquent leur ombre Sneevliet) se furent convaincus que la prolongation de l'existence du B. R. S. à côté du R. S. A. P. n'avait pas de sens... On doit en conclure que l'influence qu'a exercée le S. A. P. sur les camarades du B. R. S. a eu des conséquences néfastes pour tous ceux qui veulent travailler au sein d'un parti révolutionnaire ». Autrement dit, quel dommage que Molenaar ne soit plus dans le Parti, quel dommage qu'on ne puisse plus danser en rond avec le S. A. P.

Offrir l'unité aux centristes, combattre les bolchéviks-léninistes avec les arguments les plus rassés de Pivert, de Brockway ou de Schwab, telle est la préoccupation de Sneevliet. Mais son attitude même, venant s'ajouter à un recul marqué du parti aux élections de 50.000 à 30.000 voix, à la chute des effectifs du N. A. S. (Syndicats sous la direction du R. S. A. P.) ne pouvait pas ne pas provoquer chez les membres les plus conscients le besoin de soumettre la doctrine officielle de leur parti à un examen critique, et ne pouvait pas ne pas les amener à partager sur le plan hollandais et international, les critiques de notre organisation internationale. Demander, dans le R. S. A. P. (qui continue à se prononcer à cor et à cri pour la IV^e Internationale) que le R. S. A. P. adopte une politique bolchévik et garantisse ainsi la victoire de la IV^e Internationale, cela n'est pas autorisé par Sneevliet : dès les premiers signes d'opposition, une dizaine de camarades furent exclus du R. S. A. P. et de la Jeune Garde Léniniste.

Mais l'opposition continue à se développer, à l'extérieur de son parti et à l'intérieur. La parution de *De Enige Weg* (La seule Voie) en est un témoignage. Sneevliet mène la lutte avec la plus grande vigueur : il injurie, assomme et maudit. Car dans sa polémique avec les bolchéviks-léninistes hollandais on pourrait vainement chercher le débat politique. Les camarades de Wilde et Hoffmann sont « des perroquets du S. I. et de L. Trotsky », leur bolchévisme est une « importation étrangère » ; ils font le jeu des stalinien, ce sont des diviseurs... Ces camarades ont pourtant eu le seul tort d'avoir, honnêtement et franchement, émis des doutes sur l'infaillibilité de Sneevliet, d'avoir essayé de réfléchir par eux-mêmes ; sachant qu'il y avait entre Sneevliet et le S. I. des divergences, ils ont cherché à s'informer ; une fois informés objectivement, ils ont conclu que le S. I. avait raison contre Sneevliet. Chassés du R. S. A. P. malgré les services

qu'ils lui avaient rendus, ils ont mis au premier rang de leur tâche l'éducation de cadres marxistes et l'unité bolchévik du R. S. A. P. Ils ont montré dans leur journal qu'ils étaient aussi capables que Sneevliet de prendre position sur les problèmes de la politique hollandaise et internationale.

On comprend dès lors que, comme première condition, posée à la participation du R. S. A. P. à la conférence Internationale du mouvement pour la IV^e Internationale, la direction de ce parti exige que le S. I. désavoue ou dissolve le groupe des bolchéviks-léninistes hollandais. A ces conditions, il n'y a qu'une seule réponse possible : dans la mesure où le groupe des Bolchéviks-léninistes hollandais défend la politique du S. I., celui-ci est pleinement et entièrement solidaire de ses déclarations et de ses actes ; le S. I. souhaite seulement que cette politique devienne celle du R. S. A. P. tout entier. C'est dire par là-même que le S. I. n'a jamais souhaité l'existence d'un groupe bolchéviks-léninistes en dehors du R. S. A. P. C'est Sneevliet et son groupe qui ont pris l'initiative de la scission, ce sont eux qui ont obligé, par le régime bureaucratique du parti ces camarades à former une fraction, puisqu'ils ne leur laissent pas le droit de s'exprimer librement, démocratiquement.

Sneevliet demande encore qu'on fasse réparation à son honneur ; il veut dire par là qu'il demande au S. I. et à Trotsky de déclarer solennellement que la politique et la Direction du R. S. A. P. n'est pas déterminée essentiellement par le souci de maintenir avant tout les effectifs du N. A. S. (dont plusieurs permanents sont en même temps dirigeants du parti) et que cela n'exige pas de concessions politiques à la bourgeoisie. Mais Sneevliet n'oublie qu'une seule chose sur cette question comme sur les autres, les bolchéviks-léninistes n'ont fait que dire ce qui est. Si déshonneur il y a, c'est Sneevliet qui l'attire sur lui en plaçant ses intérêts de bureaucrate au-dessus de la révolution internationale.

La dernière condition de Sneevliet est celle-ci : « l'acceptation par le S. I. d'un travail en commun de préparation de la IV^e Internationale et de l'extension de ce travail à tous les groupes qui se déclarent avec les principes de la déclaration des Quatre de 1933 et de la Lettre Ouverte de 1935 ».

Dans la mesure où ces documents ont exprimé la nécessité d'une Quatrième Internationale bolchévik, et déterminé la façon dont ses principes devaient être élaborés, ils restent pleinement et entièrement valables pour les bolchéviks-léninistes qui ont été les promoteurs de ces documents. Mais la formulation de Sneevliet veut volontairement introduire la confusion. L'histoire du mouvement pour la IV^e Internationale ne tient pas uniquement dans ces deux documents ; l'essentiel en est au contraire constitué par l'attitude des différents groupements vis-à-vis de ces documents et la façon dont cette attitude a évolué. Sneevliet lui-même oserait à peine proposer de s'adresser à la direction du S. A. P., qui pourtant n'a pas formellement répudié la déclaration des Quatre. L'expérience de la lutte pour la IV^e nous a

montré que seules les organisations qui se plaçaient sans défaillance sur le terrain du bolchévisme-léninisme, étaient des forces motrices décisives dans la construction de la IV^e Internationale : au temps où le R. S. A. P. en France, en constituait le centre pour la IV^e à côté du S. I. des bolchéviks-léninistes, quel groupe a-t-il pu rassembler, quelle organisation a-t-il su attirer, et même quel travail pratique a-t-il fait ? Nous pourrions rappeler une intervention malheureuse du R. S. A. P. en France, en avril 1936, dans la question de l'unification du Parti Ouvrier Internationaliste avec le « Parti Communiste Internationale », intervention dans laquelle le R. S. A. P., posait la « question de l'unité pour l'unité » au lieu de critiquer la politique aventuriste-opportuniste du P. C. I.

En définitive, s'en tenir à la lettre des documents en question, c'est passer à côté du problème réel : la nécessité de tirer des leçons de l'expérience. Or, la Conférence de juillet 1936 a justement tiré les leçons en décidant de prendre le nom de mouvement pour la IV^e, et de se considérer comme le noyau essentiel de la IV^e Internationale, comme son axe politique, c'est-à-dire, en définitive, aussi comme son axe organisationnel. Pour Sneevliet, cette Conférence est nulle et non avenue ; il s'abstient en effet d'y participer pour ne pas avoir à répondre à un memorandum de Crux sur la Hollande. Nulle et non avenue parce que la thèse centrale sur la montée révolutionnaire internationale est le contre-pied de son absurde théorie sur la passivité du prolétariat hollandais. Nulle et non avenue parce qu'elle jeta les bases d'une analyse qui devait servir de fond à la position du S. I. dans la question espagnole.

Admettons cependant que la direction du R. S. A. P. veuille s'en tenir à l'esprit de ces documents ; dans ce cas le S. I. pourrait être prêt à envisager les modalités d'une nouvelle tentative de collaboration avec le R. S. A. P. Cependant il ne pourrait le faire que dans des conditions qui permettent d'assurer qu'il ne s'agit pas d'un simple recommencement de la politique d'alibi du passé, politique qui permettait à Sneevliet de se montrer partout comme le porte-drapeau de la IV^e Internationale et le bras droit de L. Trotsky, tandis que son parti ne participait ni politiquement, ni organisationnellement à la vie du mouvement pour la IV^e. En réponse aux conditions de Sneevliet le S. I. se devait de faire les propositions suivantes :

a) Participation de la direction du R. S. A. P. à la discussion politique par des contre thèses précises sur chacun des points en divergence ; communication de ses thèses à toutes les sections en temps suffisant pour permettre une discussion. Participation active à la préparation matérielle de la Conférence.

b) Congrès extraordinaire du R. S. A. P. pour discuter démocratiquement des thèses et contre-thèses en vue de la Conférence Internationale. Participation de délégués du S. I. au Congrès du R. S. A. P.

c) Réintégration des camarades exclus pour

propagande politique pour les positions du S. I. Organisation d'une discussion loyale avec le S. I.

d) Engagement de la direction du R. S. A. P. d'accepter la discipline internationale après la Conférence, la Conférence devant également trancher souverainement sur les questions hollandaises.

* * *

De tous ces points, le dernier est certainement le plus important. Non seulement parce qu'il fera l'objet de résistances acharnées de la part de Sneevliet, mais parce qu'il importe peu au mouvement pour la IV^e d'avoir une section nombreuse et même disciplinée en Hollande si cette organisation est incapable de gagner la classe ouvrière hollandaise à une véritable politique révolutionnaire. Or, la tactique de Sneevliet est tout le contraire d'une tactique bolchévique pour conquérir l'influence sur les ouvriers avancés. Les divergences sur ce point entre le S. I. et le R. S. A. P. portent essentiellement sur la question de l'unité syndicale et du programme d'action.

Il existe en Hollande 5 centrales syndicales : une centrale réformiste, une centrale catholique importante, une centrale protestante et deux petites centrales révolutionnaires dont le N. A. S. (National Arbeido Secrétariat dont les effectifs ne dépassent pas 12.000 adhérents, un peu plus de 1% des syndiqués). Sneevliet explique que les directions syndicales, en particulier celle de la centrale réformiste, qui groupe la majorité des ouvriers, est à l'origine de la passivité de la majorité de la classe ouvrière hollandaise par sa politique de compromis et de capitulations. L'entrée des membres du N. S. A. et du N. S. V. dans les syndicats réformistes (N. V. V.) ne changerait rien. Quant à l'existence des trois grandes centrales, elle est un aspect traditionnel du mouvement hollandais. Par contre, les travailleurs syndiqués dans les 5 centrales se retrouvent à l'usine : à quelque tendance qu'ils appartiennent, ils se rendent compte de la misère grandissante. Réaliser l'unité des producteurs dans les usines, voilà ce dont il s'agit : « Et Sneevliet préconise la formation de comités : ces comités ne sont pas des organismes contre les syndicats, mais il faut en faire des instruments de redressement du mouvement syndical », en créant une atmosphère de lutte.

On ne saurait mélanger plus habilement le vrai et le faux. On pourrait polémiquer longuement avec chacune de ces affirmations. Nous nous contenterons de définir nettement les positions du S. I. sur ce point, positions qui sont partagées par les bolchéviks-léninistes hollandais.

1^o Il est faux de parler de la passivité des ouvriers hollandais. Les ouvriers hollandais veulent lutter pour leurs salaires : nous n'en voulons pas d'autre preuve que les grèves de la métallurgie d'Limuiden, Tillburg en 1936, et les mécontentements dans la métallurgie, en particulier à Amsterdam au début de l'année, et également dans le textile. Il est juste de dire que la volonté de lutte est freinée et brisée par les directions

syndicales.

2^o Il faut néanmoins prendre la situation telle qu'elle est : une classe ouvrière paralysée, affaiblie en face d'un patronat solide, appuyé sur un état qui n'a cessé de se renforcer progressivement et qui représente une forme de bonapartisme déjà fort. L'objectif immédiat doit donc être de mobiliser la classe ouvrière sur quelques revendications immédiates communes à tous les ouvriers et d'ouvrir à cette lutte des perspectives plus vastes, par les mots d'ordre sur le contrôle ouvrier, les droits des délégués, etc... en un mot, un parti révolutionnaire ne saurait aborder une pareille situation sans un programme d'action.

3^o De véritables comités ne peuvent surgir que comme des organismes de la lutte. Dans sa première période, la lutte restera sous le contrôle des organisations traditionnelles, en particulier de la centrale réformiste, comme en juin 1936 en France. Le devoir des révolutionnaires est de prendre la tête de l'aile gauche des ouvriers mécontents dans les syndicats de masse. Le maintien du N. A. S. ne peut déclencher un mouvement ni même s'emparer de la direction d'un mouvement : en décapitant l'aile gauche des syndicats, le N. A. S. facilite le travail d'étouffement des directions syndicales.

4^o Les révolutionnaires doivent lutter pour faire des mots d'ordre essentiels du programme d'action les mots d'ordre du N. V. V. et préconiser des méthodes de lutte. Dans la mesure où le N. V. V. aura une politique nette dans la question des revendications, il entraînera dans son sillage et dans ses rangs les ouvriers dupés par les dirigeants des syndicats confessionnels.

5^o Des comités pour briser la passivité ne peuvent réunir que les ouvriers les plus combattifs des grandes centrales syndicales ; dans ce cas, ou bien ils deviendront des centres, pour multiplier la confusion, ou bien ils adopteront une orientation politique précise. Ils joueront alors en fait le rôle de cellules révolutionnaires sans liaisons, dégèneront dans le centrisme et l'opportunisme. La tâche véritable, c'est de rassembler les ouvriers révolutionnaires en cellule d'un parti bolchévique. Les comités pour lutter contre la passivité ne sont pas sans analogie avec les « Groupes d'Action Révolutionnaires », « pour agir vite et fort », que les ex-B. L. et des pivertistes ont essayé de mettre debout en 1936, qui n'ont su que se décomposer rapidement, sans avoir agi, et dont le seul bilan politique est d'avoir un peu obscurci le problème de la construction du parti révolutionnaire devant les ouvriers les plus conscients.

Les bolchéviks-léninistes, en Hollande doivent donc :

1^o Mettre sur pied un programme d'action qui porte des revendications immédiates des ouvriers, montre la nécessité de l'action directe de classe, et trace des perspectives révolutionnaires. Le parti doit mettre les revendications immédiates au centre de son agitation.

2^o Rassembler l'aile la plus combattive des syn-

dicats réformistes de masse autour du programme.

3^o Grouper cette aile autour des ouvriers révolutionnaires du N. A. S. par l'entrée du N. A. S. dans le N. V. V.

4^o Les tâches essentielles d'un parti bolchévique en Hollande sont actuellement l'organisation de ses fractions syndicales dans le mouvement syndical de masse réformiste.

5^o Pour mobiliser la masse des ouvriers malgré les directions syndicales et contre celles-ci, il faut organiser le parti en cellules d'usine. Les cellules d'usine doivent, partout où les syndicats confessionnels sont forts, désigner des camarades pour travailler en fraction dans leur sein.

6^o Le mot d'ordre des comités doit être placé au centre de la propagande comme un objectif à atteindre au travers de la lutte ; leur réalisation trouverait dans certaines conditions la perspective de la prise du pouvoir. L'objectif du parti, ce ne sont pas des comités pour vaincre la passivité et préparer la revanche électorale en 1941, mais des comités qui soient la base du gouvernement ouvrier et paysan en Hollande.

On voit par là-même combien la question internationale et la politique intérieure hollandaise sont liées : choisir entre les bureaucrates de l'I. L. P., du P. O. U. M. et de la Gauche Révolutionnaire qui sont fiers de leurs sièges parlementaires, de leurs municipalités, de leurs syndicats, de leur considération, et qui se satisfont en matière de politique internationale des félicitations qu'ils n'ont aucune raison de se refuser les uns aux autres — et la critique, souvent âpre et sévère, des militants de la IV^e Internationale qui se donnent pour tâche de forger des cadres dévoués au prolétariat et à la révolution, c'est choisir entre l'opportunisme et une politique révolutionnaire en Hollande.

Déjà, Sneevliet a remplacé les polémiques contre l'I. L. P. par l'approbation du discours pacifiste creux de Buchanan aux Communes le 18 mars, dont la conclusion est « je refuse de conduire le peuple dans une guerre d'où ne sortiront pour la grande masse du peuple que de nouveaux sacrifices et une nouvelle misère », un point c'est tout. Et de commenter : « voilà les paroles que doivent dire des révolutionnaires dans le moment actuel ». La rupture avec la IV^e Internationale a ainsi entraîné l'équivoque dans la question la plus décisive, la substitution des déclamations pacifistes petites-bourgeoises au défaitisme révolutionnaire. Le radicalisme verbal découvre son vrai visage : l'opportunisme parlementariste qui vise les effets de tribune et non la lutte de classes. Une fois sur cette pente fatale, on ne s'arrête plus.

Conservé ou reconquérir des sièges, cela exige une politique de concessions qui se couvre de phrases creuses. Le radicalisme sur les comités et sur la Quatrième est destiné seulement à masquer l'opportunisme foncier de Sneevliet. Et cet opportunisme prépare des trahisons lamentables devant la guerre : il faut dire cette vérité aux

membres du R. S. A. P. Et si Sneevliet estime que ce sont là des affirmations calomnieuses, nous ne demandons qu'à en avoir la démonstration, la seule démonstration qui nous importe : la préparation en commun de la Conférence Internationale dans le cadre des propositions du S. I. ; l'adoption d'un programme d'action bolchévique, la réalisation de l'unité syndicale. Les injures et les déclamations nous laissent froids, nous ne pouvons plus accepter de Sneevliet qu'une réponse : des actes et des engagements.

MAURICE

ANGLETERRE

Fenner Brockway et la réponse de Staline à Ivanov

Fenner Brockway, secrétaire de l'Indépendant Labour Party, dont on connaît la dérobade devant l'enquête impartiale menée en Amérique sur les procès de Moscou, découvre que Staline prépare un nouveau tournant, cette fois-ci... vers l'Internationalisme prolétarien (New-Leader du 18-2-38).

Le seul fait que « dans la déclaration politique de Staline il n'y ait pas un seul mot sur la nécessité d'agir par la S. D. N. ni par les parties politiques et militaires avec des gouvernements capitalistes » lui suffit pour « saluer la déclaration de Staline ».

Que Staline ne fasse que combiner la thèse opportuniste du VI^e Congrès mondial de l'I. C. et la trahison complète du mouvement ouvrier commencée par le VII^e, cela trouble peu Brockway. Toute la politique stalinienne des fronts populaires prouve, et les déclarations de Staline ne l'infirmement nullement, que la bureaucratie stalinienne conçoit le mouvement ouvrier international non comme une force indépendante avec ses propres buts révolutionnaires, mais uniquement comme une arme auxiliaire de la politique extérieure soviétique, opportuniste et contre-révolutionnaire. Une modification dans cette politique ne peut apporter que des corrections tout-à-fait superficielles à ce fait fondamental.

Baptiser le « sac au dos » dans les pays impérialistes, pour la défense de l'U. R. S. S., du nom d'Internationalisme prolétarien, et l'intervention militaire de l'Armée Rouge aussi bien pour la défense russe que pour la défense des régimes bourgeois alliés — du nom d'aide active de l'Etat prolétarien aux ouvriers des autres pays, voilà le sens de la déclaration de Staline, véritable paroxysme de son cynisme. Bien entendu, Brockway tombe dans le panneau.

Brockway profite d'ailleurs de ce bon moment pour rappeler que « nous (Brockway et Cie) n'avons jamais accepté le point de vue trotskyste contre la construction du socialisme « dans un seul pays », et que « la seule faute de la politique russe était de concevoir la construction et le maintien de l'Etat ouvrier en Russie comme

dépendant d'alliance avec la classe capitaliste dans d'autres pays, ce qui inévitablement sacrifie l'avance du socialisme dans ces pays ». Le remède de Brockway était simple : que l'U. R. S. S. se retire de la S. D. N. et dénonce ses pactes avec les gouvernements capitalistes, et tout irait à merveille.

C'est d'ailleurs, selon Brockway, précisément ce que prépare Staline. Adoptant la thèse stalinienne du « socialisme dans un seul pays », « saluant » le soi-disant retour de l'I. C. à l'internationalisme prolétarien et à la lutte de classe, il ne reste à Brockway, pour maintenir sa position « indépendante » qu'à se plaindre du bureaucratisme de l'I. C. dont il se garde de dévoiler les causes. Avec ce prétexte, il estime qu'il vaut mieux pour les ouvriers anglais « appartenir à un parti (l' « I. L. P. ») qui a une base de principe (sic !) plutôt que de se tordre et de se tourner suivant les ordres d'une autorité extérieure et incontrôlée ».

D'une façon catégorique et radicale, Brockway déclare qu'il faut pour cela « une révolution au sein du P. C. russe ». Il nous a entendu parler d'une révolution politique en U. R. S. S., ce qui implique la création d'un nouveau parti révolutionnaire et de la IV^e Internationale. Mais une « révolution au sein du P. C. russe » n'équivaudrait qu'à une réforme de ce parti sur la base de la politique stalinienne même du socialisme dans un seul pays. D'ailleurs, Brockway se garde prudemment d'étendre ce mot d'ordre aux autres partis de l'I. C. également pourris. Car on pourrait lui demander de travailler à faire cette révolution au sein... du parti communiste anglais.

Et c'est à la veille du procès Boukharine-Rykov que Brockway écrit aussi : « Staline et ses collègues ont à la longue compris combien étaient désastreuses les exécutions et les emprisonnements pour la Russie elle-même ». Décidément, Brockway est perspicace jusqu'au bout !

LES LIVRES

A propos de la grande Révolution française

La pensée de Gracchus Babeuf.

Pages choisies de Babœuf. — recueillies, commentées, annotées avec une Introduction et une Bibliographie critique, par Maurice Dommanget. Colin éd. 1 vol. de 330 p.

La politique de l'école Staline-Laval a mis en honneur une image sophistiquée des « traditions révolutionnaires du prolétariat français », sous l'égide de la Déclaration des Droits de l'Homme. On écarte la Commune de 1871, Juin 1848, Babeuf. On exalte Mirabeau, Danton, les défenseurs de « la patrie ». Au lieu de vivifier les traditions

socialistes, communistes et insurrectionnelles des ouvriers et des paysans, on fait ressurgir les ombres bourgeoises de la Révolution de 1789, et l'on compare les 14 Juillet du Front Populaire à la Fête de la Fédération où les sections fédérées enregistrèrent en 1790 le serment de Louis Capet !

Toute une série d'articles de l'*Humanité*, des *Cahiers du Bolchevisme*, de brochures, (auxquelles s'attache le nom du professeur Bruhat) restent comme témoignage de cette falsification historique.

Tout le rôle historique de la Révolution bourgeoise y est bêtement travesti. On parle des conquêtes démocratiques. Mais qui a donné aux ouvriers les libertés syndicales ? Pas Le Chapelier ! C'est la Commune, c'est la lutte prolétarienne contre la bourgeoisie républicaine engraisée.

Ainsi, on contribue à enraciner chez les ouvriers des conceptions qui constituent aujourd'hui un frein à leurs luttes, un subtil agent de dénatura-tion. Le bourgeois radical d'aujourd'hui tire des principes de 1789 la légitimation de sa domination actuelle. L'ouvrier y trouvera comme déjà Babeuf les obstacles à sa lutte émancipatrice.

Bien entendu, la tradition de la grande révolution comporte des enseignements prodigieux pour la lutte ouvrière. Lénine cita Danton. Mais il ne peut s'agir du contenu social de leur lutte. Il s'agit avant tout des méthodes employées : plébéiennes, audacieuses révolutionnaires. Il s'agit plutôt aujourd'hui de l'agitation sectionnaire et populaire, de l'armement du peuple et même de la guillotine, que du programme de la Législative, voire de la Convention.

Du côté du programme, nous nous en référons à Babeuf aux velléités de la Commune de 1793. Déjà en 1934 le programme d'action des bolcheviks-léninistes déclarait qu'il fallait agir avec les méthodes de la Convention, chères aux masses populaires en France. On nous répondait que la caution était « bourgeoise » ! Maintenant, ils parlent à tout bout de champ de Jacobins, en repoussant leurs méthodes, mais ils pensent au programme et font jurer de maintenir les libertés fondamentales du capitalisme libéral aujourd'hui moribond et débordé de tous côtés. Et encore, ils prétendent maintenir ces libertés grâce... aux moyens du parlementarisme hypocrite et répugnant de la 3^e République !

Mais voici Babeuf. Dans l'édition du choix de ses écrits élaborée par Dommanget ressort avant tout la continuité des préoccupations communistes de Gracchus, à travers les difficultés de son existence personnelle et ses luttes politiques. Voici, sur les véritables traditions révolutionnaires du prolétariat français, un livre sans analogue, bien présenté, utile aux militants. Montrons-en le contenu, en suivant l'ordre du livre.

Voici d'abord la correspondance du jeune Babeuf, quasi-inconnue, avec Dubois de Fosseux. Dans ces lettres, l'influence de Rousseau est considérable ; les préoccupations pédagogiques, qui seront toujours vivaces chez Babeuf, sont dominantes, appuyées sur la « philosophie des lumières ». Voici par exemple un aperçu de ses propo-

sitions :

« Avec la somme générale de connaissances maintenant acquise, quel serait l'état d'un peuple dont les institutions sociales seraient telles qu'il règnerait indistinctement entre chacun de ses membres individuels, la plus parfaite égalité ; que le sol qu'il habiterait ne fut à personne, mais appartint à tous ; qu'enfin, tout fut commun, jusqu'aux produits de tous les genres d'industrie. De telles institutions seraient-elles autorisées par la loi naturelle ? Serait-il possible que cette société subsistât, et même que les moyens de suivre une répartition absolument égale fussent praticables ? » (p. 58)

Ce sera là le leit motiv de l'activité ultérieure de Babeuf. Mais comment agir dans ce sens ? Babeuf déclare (1887) p. 61 :

Il faudrait probablement pour tout cela que les rois déposassent leurs couronnes et toutes les personnes titrées et qualifiées, leurs dignités, leurs emplois, leurs charges. Mais qu'à cela ne tienne. Il faut, pour opérer une grande révolution, exécuter de grands changements.

Il se prononce contre l'héritage. Il examine le rôle des inventions agricoles (p. 66), et conclut : « Il n'y a que la pratique qui peut perfectionner la théorie ».

Dans le *Cadastre Perpétuel*, Babeuf donne de bonnes descriptions des inégalités de conditions, génératrices d'inégalités de classe. Bien entendu, lorsque Babeuf emploie le terme de « classe », il l'entend dans un sens notablement différent du marxisme, dans le sens d'« état ». Notons par parenthèses que De Man et son école reviennent à ces distinctions, qui prennent aujourd'hui un caractère plutôt réactionnaire. Babeuf rousseauise toujours :

Au yeux du philosophe, le vigneron laborieux est incomparablement plus cher que le magistrat versatile qui boit son vin, et lui fait manger en procès le fonds qui le produit. L'artisan honnête qui vous fabrique des chaussures est infiniment plus essentiel que le fripon, barbouilleur du papier, qui a la sottise de croire que d'accorder un regard à cet intéressant ouvrier, ce serait trop d'honneur. Le préjugé, encore à égard, vient servir l'orgueil.

Conformément à la tradition de l'*Encyclopédie*, il rend responsable les préjugés :

C'est donc les préjugés, enfants de l'ignorance, qui ont fait en tous temps le malheur des races humaines.

Imputant le déséquilibre social à l'ignorance, Babeuf accorde une importance spéciale à l'éducation nationale. Mais, partant de Rousseau, il aboutit aux conclusions suivantes, nettement supérieures au républicanisme agreste de l'auteur d'Emile :

Tout ce que nous venons de rendre développe que c'est illégalement que tout homme jouit d'un bien être disproportionné supérieur à celui de la part d'avantages qui lui revient dans les rapports du produit du pays qu'il habite combinés avec le nombre d'habitants de ce même pays.

Dans les lettres écrites à Coupé, de l'Oise, Babeuf énonce, mûri, son système, et pour la première fois, ses conceptions tactiques de la lutte. La Convention va être élue. Babeuf invite Coupé à défendre dans le Parlement ses idées. Dommanget écrit à ce propos que « ce que Babeuf attend donc de Coupé, c'est déjà la liaison dans un esprit de classe entre le travail politique parlementaire et le but social communiste ». Est-ce exact ? « Déjà », indique que Dommanget a en vue une pratique généralisée plus tard (par les partis socialistes ouvriers). Mais chez Babeuf il ne s'agit pas d'une « liaison », (ce qui exprimerait une primauté du travail extra-parlementaire). Babeuf considère à cette époque comme tous les démocrates et républicains, que l'assemblée des représentants doit être le centre, le pivot, le lieu par excellence de la réforme sociale, précisément parce que les conditions ne lui permettent pas de se faire une idée précise des intérêts de classe qui sont en jeu. A cette époque, les idées de Babeuf, déjà dominées par la conception du but communiste, ne débordent cependant pas sensiblement celles de Marat et de Robespierre.

Cependant, c'est à partir de cette période que Babeuf engage la lutte, au nom des non-possédants, contre la grande bourgeoisie. Il dénonce la fiction juridique des Droits de l'Homme, derrière lesquels il décèle le droit à l'exploitation des pauvres. Sa critique, forte et pressante, développée aussi plus tard dans le *Tribun du Peuple*, est toute proche de celle que Marx et Engels ont faite dans la *Sainte Famille* puis dans le *Manifeste*.

Durant le petit nombre de jours, déclare Babœuf (p. 99), où l'assemblée nationale respecta les droits de l'Homme qu'elle avait décrétés, persuadés que nous étions comptés pour quelque chose dans l'ordre social, nous nous sommes livrés sans réserve aux douces impulsions de l'amour de la Patrie. Mais, on le demande, est-il possible que nous soyons encore à elle quand elle nous jette loin d'elle ?...

Et voici pour faire pâlir les bâtards du Front Populaire :

Là où il n'y a plus de droits, il n'y a plus de devoirs. A quel titre messieurs, voudriez-vous que, devenus étrangers à la Patrie, nous contribuions encore avec vous à en acquitter les charges ?...

Dès que les propriétés des citoyens sont la mesure de leur droits politiques, ces droits doivent suivre la proportion des propriétés...

Pour nous... nous protestons contre la nomination faite, sans autre participation, de tous agents publics, contre toute usurpation de nos droits naturels et imprescriptibles, contre toute loi insidieuse et attentatoire à nos immunités sociales. Et jusqu'à ce que nous en ayons repris possession, nous nous déclarons dispensés du moindre devoir envers la patrie qui nous rejette, dispensés de tout service militaire, dispensés de toute contribution publique directe ou indirecte et si cela ne suffisait, nous nous dispenserions encore de faire servir nos bras pour quiconque ne serait pas de l'ordre des patards.

Et voici ses préoccupations tactiques : (p. 106).

Je sais que dans la nouvelle assemblée il ne manquera pas encore de brillants orateurs, mais ce qui sera encore rare, du moins je le crois, ce seront des têtes fermes et solides, pénétrées de toute la force des grands principes, des têtes méthodiques et tacticiennes, méthodiques c'est-à-dire capables de concevoir le vaste ensemble d'un bon plan de constitution et de le suivre en tous points sans souffrir qu'on en altère ni la physionomie ni le sens par des changements perfides proposés à dessein ; des têtes tacticiennes, c'est-à-dire capables de tourner les obstacles et de déjouer par d'adroites manœuvres les combinaisons et les roueries du parti de l'iniquité, d'éviter les pièges et les surprises, d'opposer en un mot avec à propos et clairvoyance une tactique à une autre.

(p. 114). *Je pressens bien jusqu'où elle devrait aller, mais peut être la prudence prescrite de ne procéder que par pierres d'attente, sans trop laisser entrevoir ce que sera le nouvel édifice social. Mais il est bien important de saisir toutes les occasions de s'acheminer soit par une voie, soit par une autre, vers le vrai but de la Révolution, l'égalité sans mensonge.*

Ces remarques sont bien claires et justifient la remarque précédente. Babeuf considère l'Assemblée Nationale, la représentation nationale, comme l'instrument qui permettra d'instaurer le régime social égalitaire (dont la notion est encore chez lui confondue avec une conception communautaire). Il parle d'un plan à exécuter. L'Assemblée nationale est réunie pour élaborer une constitution durable. Il propose la sienne avec la conscience qu'elle est radicale dans le domaine économique. Il proposera plus tard qu'on puisse modifier la constitution uniquement dans le sens d'un élargissement des libertés. Sur tous ces points, il conserve une proche parenté avec Robespierre.

Peut-on parler à ce sujet d'une conception politique de la lutte de classes, comme le sous-entend Dommanget ? Il ne le semble pas. L'égalité réelle peut s'appliquer à tous. Il n'est pas question de coercition. Babeuf ne songe pas que la solution peut sortir uniquement progressivement des conditions objectives. En ce sens il est bien (et Buonarrotti ne l'a pas trahi) le maître de Fourier et des utopistes. Ce sont les Chartistes, le mouvement ouvrier Anglais, qui apprendront à Marx et Engels ce qu'est la lutte de classe comme facteur et condition politique nécessaire de l'évolution sociale. Et ils démèleront les frontières des classes en lutte à travers l'analyse du capitalisme.

Babeuf parle de tactique dans un sens limité, et même essentiellement parlementaire. La tactique est avant tout un procédé utile à faire adopter son plan au sein de l'Assemblée, et nullement une façon de faire aboutir sur un point donné une stratégie d'ensemble. Il parle de tourner les obstacles, rien de plus.

D'ailleurs, jusqu'à l'époque de la conspiration, il s'est montré plutôt déplorable tacticien. (Mais il faut tenir compte que son but devait entrer

en contradiction violente avec le sens historique fondamental de la Révolution).

L'esprit réaliste de Babeuf perce partout les apparences de l'égalité démocratique. Il qualifie bien la **Déclaration des droits**.

Selon moi très incomplète, trop peu substantielle et rédigée dans des termes trop peu précis et trop peu nets. Il y a abondance de mots, mais sous cette prolixité par trop métaphysique se cache le perfide moyen de neutraliser ou de réduire à de simples apparences ce qui s'annonce d'abord comme une réalité.

L'attitude de Babeuf au printemps 1793 mérite d'être spécialement mentionnée. La haine de la tyrannie, qui le fait se prononcer contre la politique du Comité de Salut public, est débordée par son approbation enthousiaste de la loi du maximum. Il voit dans cette loi un début de réglementation générale, un pas vers l'égalité, et non un expédient passager. Surtout, il y voit un acte qui bat en brèche la liberté économique inscrite dans la Déclaration des Droits (qui sont déjà pour lui la liberté d'exploiter sans frein). Les accapareurs s'appuient à juste titre sur la Déclaration des droits, explique-t-il :

L'avez-vous vu, cet article de la déclaration des prétendus droits de l'homme qui définit la propriété « le droit de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, de ses capitaux, de son industrie » etc...

(p. 144) *Apposez, dès ce moment, le veto national sur cette perfide déclaration des droits, non de l'Homme, mais des agioteurs, des usuriers, des accapareurs, des sangsues insatiables et meurtrières, des spéculateurs cupides de tous genres. A votre mouvement généreux, la République entière se lève et confond sa marche avec la vôtre. Elle répondra à vos signaux comme elle l'a toujours fait dans les grandes occasions et avec bien plus de raison cette fois qu'il s'agira d'assurer à la classe sans contredit immensément majeure dans l'Etat, des avantages enfin réels, etc...*

Le peuple voulait que l'aliment nécessaire à tous fut borné à un prix auquel tous pussent atteindre.

Il faut faire réformer cet absurde et révoltant principe du droit d'abuser, consacré dans notre nouvelle déclaration des droits.

Après Thermidor. — Babeuf est d'abord thermidorien de gauche. Il marche avec Fréron. Il avait en horreur la « dictature » montagnarde, qu'il assimilait à la tyrannie en général. Ici se trouve une grande faiblesse de Babeuf, dont la tactique est empreinte de naïveté, d'étonnement. Il approuve la loi sur le maximum, encourage la Commune, mais ne comprend pas le rapport étroit qui existe entre la promulgation de cette loi et l'activité du Comité de Salut public dans la même période. Comment l'étude des rapports et discours de Saint Just sur le gouvernement révolutionnaire ne lui ont-ils pas ouvert les yeux ? Comme Dommanget le note, ce n'est que très tard,

après le procès de Carrier, que Babeuf « établira un rapprochement entre le communisme comme fin et la politique robespierriste de l'An II comme moyen ».

Il combat pour la **liberté de la presse**, et à ce propos cite Robespierre, tout en l'exécrant pour l'application dictatoriale qu'il a faite de ce principe. Babeuf met en relation la conquête de l'opinion et la conquête de la liberté (par la presse). C'est l'époque où il envisage la mise en pratique du communisme comme une expérience utopique s'étendant, par la contagion de l'exemple, comme tache d'huile. — Il défend la nécessité des sociétés populaires, mais approuve la fermeture des Jacobins. Il analyse justement le rôle de ces sociétés, mais ne tranche pratiquement la question que du point de vue de sa propagande propre :

(p. 178) *Le gouvernement démocratique ne peut se conserver sans elles. Partout où le peuple fut libre, il y eut des forums, des assemblées du peuple quelconques, où il put se concerter, discuter et examiner les affaires de son administration publique.*

Dans le même moment, Babeuf écrit son absurde brochure contre Carrier. Selon lui, Robespierre voulait redistribuer les richesses, mais comme il y avait trop de monde... il fallait couper des têtes. A ce plan il oppose (croit opposer) que les richesses sont suffisantes et susceptibles de s'accroître.

(p. 180) *Je donne, à mes contemporains et à l'histoire, une clef bien explicative d'un grand nombre de mesures dont l'ensemble avait paru présenter jusqu'ici un vaste problème politique : qu'est ce que le maximum, les préhensions, la commission des subsistances ? Le premier acte de prise de possession de toute les propriétés par le gouvernement. Qu'est-ce que les guillotines des riches par préférence, et les confiscations sous des prétextes de toute espèce ?*

La guerre, elle aussi, aurait été déclenchée pour tuer du monde. Etonnante simplicité ! Il se vante d'avoir dénoncé en 1793 le plan d'affamement...

Néanmoins les idées de Robespierre, maintenant qu'elles apparaissent en repoussoir et qu'elles sont piétinées, travaillent Babeuf. Il fait de plus en plus l'éloge de l'Incorruptible. Enfin il se décide. Il se fait un tableau clair de « la marche rétrograde de la révolution », il pénètre profondément le sens de Thermidor. Il en donne une description remarquable (**Tribun du Peuple**, 28 Frimaire An 3), débarrassée de subtilités tactiques : il trace une barrière nette entre le parti plébéen et le parti patricien, riches et pauvres, 24 millions et « le million doré ».

Avant Thermidor, il demandait un « supplément de révolution » ; après, il exigea l'égalité de droit et de fait par le partage égalitaire. Après Thermidor, il croit la « liberté » retrouvée propice à cette tentative. Il tarde à s'apercevoir que les prémisses politiques de cette tentative viennent précisément d'être abolies. Il déclara alors que le plus urgent est de revenir à la Constitution de 1793. Il travaille inlassablement à ranimer le parti des sans-culottes. Plus tard, il fera coïncider, dans la

tentative énergique de la conjuration, la lutte pour le retour à la démocratie politique et pour le régime économique égalitaire.

Lettre à Charles Germain. — (10 thermidor an III). Babeuf a mis une année à s'orienter. Il développe maintenant son plan de lutte communiste avec ampleur. Il donne une première définition de « la loi barbare dictée par les capitaux » (p. 209) :

Travaille beaucoup, mange peu, ou tu n'auras plus de travail et tu ne mangeras pas du tout. Voilà la loi barbare dictée par les capitaux. C'est qu'il dépend en outre de ces assassins, de duper l'acheteur en lui exagérant le prix de revient de toutes choses, en lui faisant un mystère, en opérant à volonté la hausse et la baisse à l'aide de coupables artifices, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, en simulant la rareté des objets de première nécessité, en les attirant frauduleusement et nuisiblement, en poussant même quelque fois la scélératesse jusqu'à en détruire la plus grande partie.

Il étudie les conditions de fonctionnement du commerce et de l'industrie. Il expose très clairement les effets de la **concurrence**, du fonctionnement libéral du capitalisme. L'incertitude de la puissance d'achat de la monnaie lui fait dire avec profondeur : « Voilà pourquoi, ne pouvant tableur sur rien, nous sommes immodérés dans nos désirs ». Cependant, Babeuf ne conçoit pas l'importance des liaisons internationales du marché ; il prévoit une série d'économies communautaires nationales associées, dont Dommanget rapproche l'intention, abusivement, du monopole du commerce extérieur de l'U. R. S. S.. C'est aussi dans cette période que Babeuf développe le projet d'une Vendée plébéenne, dont le foyer révolutionnaire se propagerait progressivement à tout le pays.

A partir de ce moment, la conjuration des « Egaux » s'organise peu à peu. Le Tribun du peuple engage la lutte sans merci contre le Directoire. Il change sa manière, évolue de la démonstration vers l'appel direct à la lutte. Il rompt avec toute apparence d'attaches dans le gouvernement. Il fait un large bilan de la révolution française. Peut-on dire cependant qu'il décrit déjà la Révolution comme « une lutte de classe » ? Ce serait là restreindre fâcheusement le riche contenu marxiste de la lutte des classes. Babeuf écrit exactement : « Qu'est-ce en particulier, que la Révolution française ? Une guerre déclarée entre les patriens et les plébéens, entre les riches et les pauvres ». Dans l'analyse de la lutte des classes il ne dépasse pas sensiblement l'opinion constante de Marat, des Hébertistes, celle même que Robespierre exprimait sous une forme plus juridique, en termes symboliques, comme la lutte de la vertu contre la tyrannie, de la démocratie plébéenne opposée à la ploutocratie monarchique. Une conception scientifique de la lutte de classes dans la révolution française, celle que Marx et Engels esquissèrent déjà dans la **Sainte famille**, n'était possible qu'avec l'affirmation objective de la classe prolétarienne, dont Babeuf n'a connu que les embryons, et avec la conception historique du développement de la

lutte des classes.

Dès ce moment, Babeuf est taxé d'anarchie, de royalisme masqué, mais il riposte avec succès que ceux qui font le lit du royalisme, ceux qui perpétuent l'anarchie économique, sont les adversaires de l'égalité réelle, c'est alors qu'il rédige le **Manifeste des Plébéiens**.

Son activité politique acquiert dans cette période son plus haut degré de concentration. Il abandonne les subtilités tactiques qui l'ont fait errer après Thermidor ; il prépare pratiquement le soulèvement démocratique ; il s'appuie sur la « queue de Robespierre » pour présenter plus commodément son programme général. Cependant, Thermidor est intervenu ; le cours de la révolution descend. Les riches, les enrichis, la bourgeoisie, consolident leur pouvoir : Les travailleurs retournent dans le sous-sol ; mœurs, vie sociale et intellectuelle font une injure constante au sans-culottisme. Ainsi la tâche pressante, principale, est d'élever une digue puissante contre le flot réactionnaire montant. Le succès de Babeuf, ce qui assura à l'exposé de sa doctrine communiste une large tribune devant l'histoire, c'est justement d'avoir su s'identifier dans cette période avec la résistance des masses populaires à l'établissement du nouveau régime d'exploitation. Ainsi se modifie l'idée d'un « supplément de révolution », couronnant l'impulsion générale de la révolution que Babeuf a défendue jusqu'en 93. Il s'agit maintenant de remonter le cours, de **refaire la révolution**, de « revenir à 1793 » — et de profiter de ce bouleversement pour aller cette fois, beaucoup plus loin, en garantissant « l'égalité réelle ».

Le **Manifeste des Plébéiens** est incontestablement un manifeste communiste, le premier qui ne soit pas le fruit d'une imagination utopique. Mais il porte en lui-même ses propres limites. Son analyse et ses recommandations ne sont pas fondées sur une vue historique du développement social, mais sur les normes de la raison et la force d'un soulèvement instantané appliqués à une situation purement actuelle. Dès cet instant, Babeuf organise minutieusement le soulèvement. Voilà son mérite immense, ce qui fonde justement sa gloire devant l'histoire qui l'a continué. Il écrit à ce moment : « Ceux qui se plaindront des hommes qui veulent révolutionner toujours ne devront être judicieusement appréciés que comme les ennemis du peuple ».

Réponse à Antonelle. — Babeuf combat l'idée des « palliatifs » suffisants. Antonelle reconnaît la justesse des objectifs de Babeuf, mais désespère de les faire aboutir. Babeuf répond avec véhémence, et réclame la lutte intégrale pour l'objectif communautaire, pour l'abolition de la propriété privée. On ne peut pas « perfectionner l'imperfection », répète-t-il. Il se prononce contre l'emprunt forcé. Dans une belle analyse, il montre que cet emprunt « sur les riches » pourrait s'appeler : « loi d'emprunt forcé sur les pauvres, loi qui garantit le complètement de la spoliation des dépouilles des malheureux ; loi qui porte le dernier coup de

discrédit à la monnaie républicaine ». Il veut démasquer le Directoire tout entier, mettre à nu les vices du régime.

C'est dans la **lettre à Bodson** qu'on voit Babeuf revenir franchement sur son appréciation de Robespierre et du jacobinisme :

« *Mon opinion n'a jamais changé sur les principes, mais elle a changé sur quelques hommes... Je crois que ces hommes valaient mieux à eux seuls que tous les révolutionnaires ensemble, et que leur gouvernement dictatorial était diablement bien imaginé.*

Il justifie maintenant l'exécution d'Hébert et de Chaumette :

« *Je suppose qu'il eut dit : jetons sous l'éteignoir ces farfadets importuns et leurs bonnes intentions. Mon opinion est qu'il fit bien.*

Incontestablement, la révision de Babeuf n'est pas dictée uniquement par des préoccupations de « justice historique ». Au contraire, c'est sous la pression des nécessités du mouvement des Egaux, de l'examen des conditions dans lesquelles pourrait s'exercer le pouvoir du gouvernement révolutionnaire transitoire (car Babeuf reconnaît la nécessité d'une dictature, dont l'idée sera particulièrement étudiée par Buonarroti), que sa compréhension de la politique de Robespierre s'amplifie.

Encore une polémique avec Antonelle, qui appréhende les horreurs de la guerre civile :

« *La guerre civile : Je te demanderais s'il en est une plus horrible que celle qui existe perpétuellement depuis l'établissement de la propriété, par le moyen de laquelle chaque famille est une République à part, qui, par la crainte d'être dépouillée... conspire sans cesse pour dépouiller les autres.*

La propagande du **Tribun du Peuple** devient plus ardente. Les raisonnements sont présentés avec une vivacité accrue. Il s'agit déjà d'agitation. Babeuf adjure, appelle, menace. Voici son appel pour la propagande parmi les soldats, que réalisaient quelques agents spécialisés :

« *Oui, le soldat n'ira qu'avec nous et pour nous. Tant mieux que les scélérats qui nous vexent nous aient fait venir une grosse armée. Mieux encore ils feront s'ils l'augmentent, nous en serons plus forts. C'en est fait, l'endoctrinement a jeté ses racines parmi nos frères enrégimentés, qui sont comme nous du peuple, et qui n'ont avec nous qu'une même cause ; la tyrannie se trompe encore elle-même en les changeant de place à tous moments : ceux qui arrivent reçoivent des leçons de ceux qui les ont devancés, et ceux qui s'en vont portent ailleurs les dogmes que nous leur avons inculqués, de façon que nos poisons populaires prennent partout. Non, non, il n'est plus au pouvoir de l'acquisition ni civile, ni militaire d'en empêcher la lecture à nos soldats et à nos ouvriers qui la dévorent et y puisent les ferments de la contagion démocratique la plus active et la plus envahissante. Peuple : C'est ainsi que tes hommes te vifissent, puisqu'ils ont à eux toi tout entier et déjà une bonne partie des soldats sans culottes*

qu'on s'était promis d'égarer pour les opposer à toi. Ainsi, nous irons tous ensemble le jour du peuple, à une victoire sûre, à la suite et sous l'unique direction des hommes du peuple, lorsqu'ils nous marqueront ce jour heureux.

Durant toute cette période, le Comité insurrecteur édite une série de documents. Nous les laisserons de côté, car l'ouvrage de Dommanget ne s'attache qu'à l'évolution personnelle de Babeuf. En avril, il rédige une riposte à la proclamation du Directoire alarmé. Puis, c'est l'épisode connu de la conjuration trahie par Grisel, et de l'arrestation de l'Etat Major babouviste (12 Mai 1796).

Dès son arrestation, Babeuf écrit au Directoire. Habilement et sans crainte, il propose au Directoire de le libérer, en donnant l'argument politique suivant : « Charles II était roi ; et quoi qu'on en ait dit, vous ne l'êtes pas encore ; vous avez besoin d'un parti pour vous soutenir ; et ôtez celui des patriotes, vous êtes exclusivement celui du royalisme ».

C'était juste : privé de l'appui populaire, le Directoire tomba, en Brumaire. Il ne succombait pas devant le royalisme, mais devant Bonaparte, qui consolida définitivement la bourgeoisie.

Pour conclure, Dommanget publie des extraits de la défense de Babeuf devant la Haute-Cour de Vendôme, et de ses lettres à Lapelletier et à sa femme. A Vendôme, perdu, Babeuf songe à la propagande ; il rédige un appel ultime en faveur de l'Egalité et de la Liberté. Il se préoccupe que l'on puisse utiliser plus tard sa défense et ses écrits.

Dommanget a fait ressortir, selon son dessein, la permanence des préoccupations communistes de Babeuf, depuis la période pré-révolutionnaire jusqu'à son exécution. Au début, il s'agit d'idées très répandues à la fin du 18^e siècle (Morelly, Rousseau etc...) ; elles prennent corps et racine dans le cours de la Révolution. Babeuf combine leur propagande avec le détour des événements, parfois à contre-temps (Système de dépopulation), mais, en fin de compte, à l'échelle historique, avec une maîtrise qui a fondé sa gloire devant la postérité des opprimés. Cette tradition féconde toutes les luttes prolétariennes du lendemain : elles cherchent toutes à unir le but de la justice sociale et de l'égalité réelle, avec la lutte implacable du prolétariat contre les classes féodales et capitalistes.

P. NAVILLE.

Fils du peuple

par M. Thorez (E. S. I.)

A part quelques pages contant l'enfance, ce n'est pas ici une biographie. En effet, du point de vue révolutionnaire, la vie de M. Thorez se résume par l'accession lente d'un bureaucrate à la tête d'un parti qui n'est plus communiste. Rien de plus. Il avoue d'ailleurs que depuis 1923 (il

avait 23 ans) il est un « permanent du parti » (p. 49), entendez un fonctionnaire appointé.

Le livre est en réalité une habile propagande pour le Front Populaire, dans un style imité de la « vie des saints ». Visiblement, l'auteur prend ses lecteurs pour des ânes.

L'histoire du parti communiste est falsifiée d'un bout à l'autre du volume. Bornons nous à signaler quelques faits au courant de la lecture :

P. 41, parlant de la faillite de la 2^e Internationale en 1914, il dit qu'elle sombra « dans la politique de guerre ». Il n'ose pas écrire : dans la défense nationale, si chère à son cœur. Pas une fois l'expression de social-patriotisme ! P. 45 il parle de la C. G. T. U. Mais pas un mot n'a été dit sur la scission syndicale opérée par Jouhaux et Dumoulin. Arrivant à 1923, Thorez passe sous silence le fait qu'à cette époque il défendit Trotsky (**La Lutte Ouvrière** a déjà reproduit ses lettres à Souvarine). Il diffusa **Cours Nouveau**. La victoire de la bureaucratie russe le découragea. Il abandonna son poste de secrétaire fédéral du Pas-de-Calais. Mais Semard s'en fut le chercher : donnant, donnant. Thorez revint « dans la ligne » et fut récompensé par le Secrétariat de la Région du Nord. En 1925, on l'envoya à Moscou. C'est depuis ce reniement, bien connu de tous les anciens membres du Parti Communiste, que M. Thorez a facilement gravi les échelons bureaucratiques.

P. 50-51, il parle bêtement du « **Trotskyisme contre révolutionnaire qui veut régner sur la paysannerie par la terreur** » (hou ! hou ! les vilains j'veux d'sort !). Il appelle le léninisme la « théorie de la révolution prolétarienne victorieuse ». Tout est du même tonneau. Les Congrès du Parti, la Guerre du Maroc, défilent comme des images d'Epinal. Toute la crise de 1927 est passée sous silence. Tout cela est ridicule ! La politique de 1928 à 1931 est balancée en 20 lignes, alors que Thorez en fut l'un des inspirateurs (Voir ses brochures, articles et rapports communs avec Barbé, Celor, Ferrat). On dit que « **Doriot excita aux luttes fratricides** » entre communistes et socialistes, alors qu'au contraire il fut l'adversaire de la « troisième période ». Mais au même moment M. Thorez publiait une brochure intitulée « Nous accusons le Parti socialiste », dont il ne souffle mot. Pas une allusion au « social-fascisme ». Quant à la défaite allemande de 1933 (prise du pouvoir par Hitler). Thorez écrit que « **face au danger** — dès 1930 — le P. C. allemand s'efforce de créer un front commun avec le P. S. : celui-ci repousse malheureusement ses propositions ». Comme mensonge, c'est cynique !

Avec le même aplomb le bureaucrate écrit qu'à l'appel du P. C., « **déjà le 6 février, 25.000 ouvriers tiennent tête aux bandes fascistes** », alors que le P. C. appela à manifester, conjointement avec les fascistes, contre le gouvernement Daladier.

A propos des grèves de juin, il justifie sa trahison (« il faut savoir cesser un grève ») par des arguments tirés de l'arsenal de l'opportunisme

le plus grossier. Deux ans après, les ouvriers peuvent voir ce que cette trahison coûte. Tout le reste du bouquin est une paraphrase en style de Cathéchisme du programme du Front Populaire : Marseillaise, drapeau tricolore, collaboration de classes, chauvinisme, chasse au Boche. Visiblement l'auteur et ses conseillers ont voulu rivaliser avec Doriot et Hitler : **Mein Kampf**, format stalinien. Pas un mot dans tout le livre, sur les colonies, sur la situation des peuples opprimés ou sur les travailleurs immigrés en France.

Les vagabonds de la faim, par Tom Kromer (Calman-Lévy).

Une terrible description de « l'existence », si le mot convient encore, des chômeurs-clochards pendant la grande crise aux Etats-Unis. Pour le sensible lecteur des éditions Calman-Lévy, on a ajouté une notice spécifiant que, pendant cette période, le gouvernement américain avait distribué une grande quantité d'allocations et de secours. De quoi faire oublier que nous cotoyons aussi, en France, de pareils abîmes de misère.

La fin des monstres, par HYACINTHE DUBREUIL (Grasset, éd., 312 p.).

Les monstres, ce sont les prérogatives de l'Etat centralisé. Dans son investigation de la crise industrielle et sociale contemporaine, Dubreuil met l'accent sur la structure « dualiste » du régime économique capitaliste (patrons et ouvriers). Partant de là, il suggère une structure unitaire, une unité organique de l'entreprise. Il voudrait donc abolir (mais comment ?) la lutte de classe aussi bien aux champs qu'à l'usine, en détruisant le principe de profit « exagéré » ou non justifié : il suffirait de distribuer « équitablement » la richesse à la source, c'est-à-dire de répartir tout le profit, en faisant ainsi disparaître la plus-value. On aboutirait ainsi à un corporatisme renouvelé, empruntant sa structure au syndicalisme ouvrier. La société toute entière serait fédérée sur cette base, qui remettrait en honneur les associations de commerces libres. Ces réflexions sont dérivées de Proudhon. Malheureusement, elles ne tiennent pas compte du fait fondamental de la lutte de classes et de sa dialectique inéluctable dont les événements contemporains nous fournissent des exemples si éclatants.

Au delà du Nationalisme, par Thierry Maulnier (N.R.F. éd.).

Encore une réfutation du marxisme ! L'auteur, journaliste fasciste de l'Insurgé et de l'Action Française prétend qu'il faut à la fois surmonter le nationalisme réactionnaire et le marxisme, qui d'après lui contiennent tous les deux des côtés forts. A l'imitation des Théoriciens nazis, Feder, Strasser, etc., il rêve un bouleversement social dans le cadre national, qui limite le profit et ressuscite le corporatisme. Selon lui les guerres et le fin mot de la vie nationale s'expliquent par la « volonté de puissance », et non par des intérêts antagonistes. Sa réputation du marxisme n'est d'ailleurs possible que par une constante contrefaçon qu'il fait des conceptions de Mars et d'Engels eux-mêmes. Il faut souligner les idées souvent analogues défendues par des idéologues stali-niens.

(Voir par ex. « Le nationalisme contre les Nations », par H. Lefebvre).

Les calomnies de la GUEPEOU contre les Bolcheviks-léninistes chinois

Une série d'informations ont été fournies par les bolcheviks-léninistes chinois sur les calomnies répandues mondialement par les circulaires de la Guépéou. Celui qui mène la campagne en Chine est **Chen-Shao-Yi** (connu à l'étranger sous le nom de **Van-Min**), représentant chinois au Comité exécutif de la 3^e Internationale, qui, sous la protection du gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Hankéou, où il est récemment arrivé de Moscou, appelle « à l'extermination des traîtres trotskystes en Chine ».

Le 10 Février, « l'Humanité » publiait dans un télégramme de la Guépéou qu'un certain **Tchan Moutao**, « chef des bandes trotskystes », avait été arrêté parce qu'il essayait de transmettre des signes conventionnels aux avions japonais. Chez ce Tchan Moutao on aurait découvert « 76 grenades à main, 8 revolvers et 742 balles », ainsi qu'un dépôt de littérature trotskyste (mais on ne nous dit pas laquelle !)

Voici la biographie réelle de ce Moutao. Il n'a jamais été trotskyste. C'est un agent de la Guépéou ! Il fut membre du Parti Communiste chinois, et quitta ses rangs il y a plusieurs années, mais ne rompit jamais tout à fait ses liens avec les stali-niens. Il y a quelques temps, il fut représentant de différents généraux réactionnaires de la Chine du Nord. Juste avant l'éclatement de la lutte à Shangai en Août 1937, il approcha la Ligue Communiste en lui offrant un don de 100 dollars. Comprenant ce que signifiait cette offre, nos camarades la repoussèrent catégoriquement.

« Evidemment, écrivent nos camarades Chinois, les stali-niens essayaient d'utiliser Chang Moutao pour prouver que la Ligue Communiste acceptait des dons des impérialistes Japonais. Mais ce qui est plus probable, c'est que l'offre de Tchan provenait des caisses de Moscou !

La préparation de la campagne staliniste contre les révolutionnaires en Chine commença par un article de **Van-Min** dans le n° de Novembre 1937 de l'Internationale Communiste, où il écrivit : pendant les événements du Sian (séquestration de Chang Kai Chek en Décembre 1936), les agents nippo-trotskyistes, conduits par le bandit Tchan Moutao, firent tout leur possible pour déclencher la guerre entre Nankin et Sian... Les trotskystes, dirigés par les renégats trois fois honnis **Huan-Ping** et **Tchan Moutao**, recevaient 50.000 dollars par mois du service secret japonais dans la Chine du Nord pour accomplir leur besogne de destruction. Les trotskystes **Hsui-Lun-Shan**, **Chen Sui-Tsia** et l'assassin assoiffé de sang **Chen Chuo-san** (au Hetchin) utilisent l'argent japonais pour publier des journaux et périodiques à Shangai dans lesquels ils lancent toutes sortes de calomnies contre le Parti

Communiste, le Kuomintang et toutes les organisations de masse anti-japonaises. »

Qui sont ces autres « trotskystes » cités par Van-Min ? Voici ce qu'écrivent à leur sujet nos camarades chinois : « Le « trotskyste » Huang Ping, comme Tchan Moutao, est un ex-staliniste, un des nombreux qui non seulement capitulèrent devant le Kuomintang, mais trahirent un grand nombre de leurs anciens camarades. Il était membre du Comité Central du P. C. chinois. Arrêté en 1932, sa déclaration de capitulation fut publiée en 1934 par le Kuomintang dans une brochure intitulée : **Transformation** (Tschuan Bian), qui est une véritable bible des capitulars stalinistes.

Le « Trotskyste » Hsui Lon-chan fut exclu de la Ligue Communiste de Chine en 1931. Il entra ensuite aux chemises bleues, bande armée de Chang-Kai-Chek, et devint l'éditeur du **China Times**, à Shangai. Il est maintenant à Hankéou. De tous les « trotskystes » nommés par Van-Min, Hsui Lun-Shan est le seul qui a été réellement membre de la Ligue Communiste, et il a été exclu il y a plus de 6 ans.

« Le professeur « trotskyste » Chen-Sui-Tsia, anciennement de l'Université Fou-Tan à Shangai, est sans liaisons politiques. Tout à fait de sa propre initiative, il écrivit une appréciation des procès de Moscou, qui parut à l'Oriental Press à Shangai. Son livre, dans lequel il conclut que les procès étaient des provocations, fut supprimé par le gouvernement du Kuomintang à la demande de l'Ambassade Soviétique.

Le « trotskyste » Chen Chuo-Shan était un membre actif du parti Communiste il y a quelques années. Traqué par les espions du Kuomintang aidés de traîtres stali-niens, il refusa de capituler quoiqu'il fut menacé de mort. Il fut désigné avec d'autres pour être exécuté, mais échappa miraculeusement, ayant été frappé par les balles dans des parties non-vitales. De nouveau menacé d'exécution, il capitula finalement devant le Kuomintang, fut remis en liberté, et vécut ensuite à Shangai dans l'obscurité politique. Il est l'auteur et le traducteur de nombreuses œuvres marxistes. Quoiqu'il leur resta fidèle au seuil de la mort, les stalinistes le dénoncent maintenant comme un « assassin assoiffé de sang »... Voilà ceux que Van-Min appelle des « trotskystes ».

Nos camarades chinois ont répondu aux calomnies et falsifications ignobles de Van-Min. Dans une longue lettre programmatique publiée dans le **Shangai Evening Post** du 7 janvier, dont la traduction chinoise parut dans le journal indigène **Ta Mei Wan Pao**, le 4 janvier, ils proclament de nouveau leur soutien révolutionnaire, inconditionnel, de la guerre contre l'impérialisme japonais, tout en caractérisant dans les termes les plus durs la capitulation ignoble et traître du parti communiste devant le régime réactionnaire de Chang-Kai Chek, et la campagne staliniste réactionnaire contre les révolutionnaires.

Ils appellent à la mobilisation et à l'armement des masses chinoises comme seul moyen de chasser les impérialistes envahisseurs. La lettre conclut :

« Notre position face à la présente guerre est claire comme le cristal. Elle est conforme à nos opinions telles qu'elles ont été exprimées dans nos programmes publiés depuis dix ans, dans nos publications récentes et d'accord avec notre activité dans la lutte actuelle. Les méthodes courantes d'abus, de calomnies, de provocation et d'assassinat actuellement en vogue, sans retenue, parmi les partis de l'Internationale Communiste, trouvent leur expression en Chine dans la calomnie de Chen Shao-yi, qui, à cause de notre influence croissante, se développera comme une infection, comme dans d'autres pays. Il est évident qu'une partie du mandat qu'Chen-Shao-Yi a reçu à Moscou, consiste dans l'intensification de la campagne de calomnies contre nous. Ces calomnies et provocations, ces méthodes malhonnêtes et viles ne peuvent pas arrêter notre lutte contre l'impérialisme japonais. »

Léon TROTSKY

La leçon de l'Espagne dernier avertissement !

1 Brochure 1 Franc

Lisez chaque Samedi

La Lutte Ouvrière
Organe hebdomadaire du P. O. I.

RÉVOLUTION
Organe mensuel des J. S. R.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue Mensuelle publiée par le C. C. du P. O. I.
Prix du numéro 2 fr.50

ABONNEMENTS

France : 1 an, 25. — 6 mois 12.
Étranger : 1 an, 40. — 6 mois, 20.

Compte chèque postal Naville. — 1333-80. — Paris
15, passage Dubail, Paris, 10^e



Chronique du gangstérisme Stalinien

ANGLETERRE. — Le *New Leader* du 1^{er} avril 1938 publie une lettre d'un correspondant qui signale que « lors d'un meeting de la *Revolutionary Socialist League* (Trotskyste) tenu à Hyde Park, une foule d'environ 500 membres du Parti et des Jeunesses communistes quittèrent leur propre démonstration, et après des insultes contre les orateurs, fit une série de tentatives d'assaut contre leurs tribunes pour s'emparer du drapeau rouge ». Les policiers durent intervenir. Le correspondant ajoute que des assauts semblables ont eu lieu contre les orateurs de l'I. L. P.

M. Cachin écrit (*Humanité* du 17 mars), « A l'intérieur pullulent les agents hitlériens cyniques, les hommes du C. S. A. R. et Cagoulards, qui reçoivent ouvertement des armements de l'Allemagne comme Franco, les doriotistes, les fascistes de toute couleur ».

Le vieux traître Cachin ferait mieux de lire le livre de son jeune confrère Fontenay, « La cagoule contre la France ». Bien que nous recevions « ouvertement » des armes de l'Allemagne, comme l'écrit le vieux traître, M. Fontenay ne cite pas une seule fois le « Trotskysme » dans son livre.

M. Magnin parle, dans l'*Humanité* du 14 avril 1938, « de 100.000 soldats italiens en Libye, menaçant la Tunisie travaillée par les agents de Rome aidés par les trotskystes français ». Le provocateur Magnin n'avance naturellement aucune preuve. Mais M. Magnin défend la Société des Phosphates de Gafsa, le Crédit Foncier d'Algérie, etc... Tandis que nous défendons le droit des paysans et ouvriers tunisiens à disposer d'eux-mêmes.

La *Correspondance Internationale*, organe international de la Guépéou, dont s'inspire toute la presse stalinienne mondiale publie dans chaque numéro des articles mensongers contre la IV^e Internationale, et contre Trotsky. Dans le N° 20 (26 mars) on trouve une résolution votée par le Congrès de la C. T. M. à Mexico, contre Trotsky. On remarquera que cette résolution n'ose pas demander l'expulsion de Trotsky. Elle demande qu'on n'autorise pas Trotsky à s'exprimer sur les dirigeants de la C.T.M. (Toledano et sa clique d'avocats et professeurs qui la dominent), et que Trotsky avait traité comme ils le méritaient. Le Congrès, assez réduit fut d'ailleurs une assemblée de « caciques » (bonzes), avec des pistoleros à

gages. Malgré eux, le courant sain des ouvriers se développe dans la C.T.M.

Ajoutons qu'au même moment (le 25 mars) Roosevelt fit aux Etats-Unis une déclaration offrant l'hospitalité aux anti-fascistes allemands et autrichiens et aux « trotskistes russes » (textuel : Russian trotskystes). Quelle claque pour Staline ! L'*Humanité* n'a pas soufflé mot de ce discours.

Des travailleurs algériens nous ont fait connaître que le parti stalinien algérien avait envoyé aux responsables une circulaire les invitant à envoyer à la police les noms et adresses des travailleurs affiliés au P.P.A. Cette circulaire est signée du provocateur Deloche.

Matraquages ! Dans la grève parisienne de la métallurgie (mars-avril), les ouvriers accueillirent avec sympathie les tracts et les militants du P.O.I. Cela déplut aux chefs stalinien. Sous prétexte contre les fascistes ils organisèrent des services d'ordres contre le P.O.I. Chez Renault, les stalinien y groupaient d'anciens Bat' d'AF' prêts à tout. Devant chez Gnôme et Rhône, le « service d'ordre » frappa sauvagement un de nos militants. A la Lorraine, ils expulsèrent de l'usine 2 militants qui prenaient la parole à l'assemblée syndicale. Dans plusieurs boîtes ils brutalisaient des socialistes de gauche. Mais partout, c'était le fait de quelques éléments sélectionnés : la grande masse réagissait contre cette attitude.

Signalons l'assomade, en plein conseil municipal de Villeurbanne (2 mai), de M. Girardeau, stalinien en divergence avec la municipalité, lui-même membre du Conseil municipal.

M. Honel, député de Clichy, écrit à M. Thorez dans l'*Humanité* du 13 Mai. Il y écrit : « A ces difficultés s'ajoutent les agissements des agents provocateurs du fascisme, les Trotskystes, qui s'efforcent de nuire par tous les moyens au Front populaire. »

M. Honel essaye ainsi d'empêcher l'organisation d'un front ouvrier, bien qu'il reconnaisse que les ouvriers veulent construire un tel front, au delà de la formation du Front Populaire. M. Honel est un soboteur spécialiste du front des travailleurs. Il est allé spécialement en Juin-Juillet 1937, en Indochine, par ordre du Kremlin, pour briser le front unique de la Lutte, entre partisans de la 3^e et de la 4^e Internationale. (voir les documents publiés par la Lutte ouvrière en Août 1937).

A NOS LECTEURS

Le n° de Mai ayant été exclusivement consacré aux thèses de la IV^e Internationale, nous publions dans celui-ci la fin de la revue du livre de Maurin. La fin des notes sur Cachin est parue dans le supplément de Juin.

Le numéro de Juillet contiendra entre autre une importante étude pour le 2^e anniversaire des luttes de juin 1936, et plusieurs articles de Trotsky. Nous y développerons encore la rubrique « Dans l'Internationale ».

Le n° 6-7 a été bien vendu ainsi que le numéro 8. Nous pouvons espérer dans deux mois une nouvelle augmentation du tirage. C'est pourquoi nous invitons les dépositaires, à régler leurs ventes dans le plus bref délai possible. Pour Paris, les lecteurs doivent s'adresser régulièrement au même diffuseur ou au même kiosque. Les cellules du parti et des Jeunesses ne doivent pas manquer de saisir chaque occasion (meetings, manifestations, fêtes, etc...) pour vendre la revue et recueillir des abonnements.

Par exemple, 50 exemplaires ont été vendus autour de notre groupe au Mur des Fédérés ; voilà un bon exemple. Nous publions à nouveau la liste des kiosques à Paris où la « Quatrième Internationale » est en vente :

113, av. du Maine. — 102, Bd Diderot. — 227, av. Daumesnil. — 49, av. Ledru-Rollin. — Angle Bastille-Henri IV. — 15, r. de Montreuil. — 134, Bd Voltaire. — 19, r. de Belleville. — 12, av. Jean-Jaurès. — 230, Bd de la Villette. — Place Blanche. — 26, Bd Voltaire. — Angle République Temple. — Angle République Douane. — 2^e fer, Bd St-Martin. — 22, Bd St-Denis. — 25, Bd Bonne-Nouvelle. — 13, Bd Poissonnière. — St-Lazare (Cour de Rome). — 113, Bd de Charonne. — 46, av. d'Italie. — Nous invitons les lecteurs au numéro à acheter la revue régulièrement dans le même kiosque.

Une trentaine d'abonnements sont venus à échéance en Mai. Les abonnés ont reçu un mandat que nous leur demandons de vous retourner rempli au plus vite.

Le nouveau « Drang nach Osten »

1. - Les objectifs de la « politique continentale » de l'impérialisme allemand

La question de l'expansion allemande vers les Balkans, la Méditerranée et le Proche-Orient, se pose avec une force croissante après la réalisation de l'Anschluss. L'occupation de l'Autriche fait de l'Allemagne la puissance dominante du bassin danubien, maîtresse des voies fluviales et terrestres qui partent du Sud-Est vers le reste de l'Europe. Ce secteur le plus important du Danube, le Haut-Danube, d'Ulm à Vienne, qui domine tout le cours du fleuve, est passé après la dénonciation des dernières clauses restrictives du traité de Versailles, entièrement entre les mains de l'impérialisme allemand ; la voie terrestre des exportations tchèques passe par l'Allemagne, et la sortie du centre européen vers la mer la plus proche (au port Trieste) passe par l'ancienne Autriche.

Avant la guerre de 1914, les groupements des impérialismes dans cette partie de l'Europe s'axaient sur deux lignes stratégiques : 1. La « ligne de résistance » que la Russie essaya d'établir de la Mer Noire à l'Adriatique, à travers la Roumanie, la Bulgarie et la Serbie, qui se transforma avec le concours de l'Angleterre en une ligne Roumanie, Serbie, Grèce. 2. La ligne du « Drang nach Osten » de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, qui coupa « la ligne de résistance » à travers la Bulgarie et opéra la jonction avec la Turquie, arrêtant la Russie aux limites des Détroits.

Aujourd'hui, les données fondamentales de la politique impérialiste dans l'Europe centrale et orientale se trouvent modifier par l'effondrement et la dislocation de l'ancien Empire Austro-Hongrois, l'existence de l'Union Soviétique, etc... Le « Drang nach Osten », devenu « la politique continentale de la nouvelle « Gross-Deutschland » prend une forme plus large et autrement importante qu'en 1914.

1. Elle pose la question de l'attaque anti-soviétique, — en langage militaire la question de la ligne perpendiculaire Baltique — Mer Noire, et le déplacement du théâtre de la guerre vers l'Ukraine.

2. La question des voies de passage et d'approvisionnement (blé et pétrole), c'est-à-dire le problème de la Tchécoslovaquie, Hongrie et Roumanie.

3. La sortie de la nouvelle Allemagne vers l'Adriatique et la Méditerranée, la question de Trieste.

4. La formation de la « ligne ininterrompue Berlin-Bagdad », qui réunit en plus la Bulgarie et la Turquie aux visés de l'impérialisme allemand, et qui intéresse non seulement les positions de la France et de l'Angleterre dans le Proche-Orient, mais vise au premier chef l'Union Soviétique, la menaçant d'être bloquée derrière le Bosphore.

Chaque pas de l'impérialisme allemand dans une de ces 4 directions, mais surtout dans les 3 dernières, heurte les positions établies de la France, de l'Angleterre, et même de l'Italie, c'est pourquoi, pour garder leurs propres positions, ces impérialismes voudraient orienter l'Allemagne seulement en direction de l'Ukraine, l'impérialisme allemand pouvant ainsi trouver « une satisfaction » à son appétit de rapine sur le dos de l'Union Soviétique. Tout en acceptant la « poussée allemande » vers l'Ukraine, on organise sa propre défense : l'impérialisme italien dont « l'axe danubien » résultant des protocoles de Rome 1929 (Italie-Autriche-Hongrie) est brisé par la réalisation de l'Anschluss, reprend son ancien plan qui tend à réunir la Yougoslavie et la Bulgarie, non seulement pour garantir Trieste, mais pour avoir un moyen d'arrêter l'Allemagne aux limites des Balkans. La presse allemande, pour masquer cette brèche dans « l'axe Rome-Berlin » parle d'une ligne d'influence italienne qui serait « plus au sud que l'allemande et qui passe par la Grèce, vers la Turquie » (*Deutsche Allgemeine Zeitung*, Avril).

L'impérialisme français veut à tout prix sauver de la

ruine le barrage circulaire : la Petite Entente, et surtout la Tchécoslovaquie, pierre angulaire du système de Versailles dans l'Europe centrale et orientale, base indispensable en cas d'une guerre. Enfin l'impérialisme anglais, qui se plaît à jouer le rôle « d'arbitre » dans la question tchèque, voudrait briser l'alliance tchéco-soviétique, ouvrir cette route à l'impérialisme allemand, pour mieux couvrir avec la faible alliance Grèce-Turquie, la ligne du Bagdad.

Comme dans la période qui précéda 1914, les heurts entre les impérialismes deviennent de plus en plus vifs à l'intérieur des pays du Sud-Est ; chaque impérialisme met en marche ses leviers économiques (crédits, balances commerciales), et ses leviers politiques (les partis soumis à son influence), pour préparer le mieux pendant « la paix » le terrain pour la guerre.

2. - Entre le bonapartisme et le fascisme

Le régime « par excellence » des pays du Sud-Est a été la dictature bureaucratique-militaire. La situation du prolétariat, le caractère semi-féodal des rapports agraires, l'interpénétration des nationalités qui rend impossible la création des pays à caractère national dans les conditions de l'impérialisme, ont assuré une base parfaite au bonapartisme. La bourgeoisie balkanique, complètement coupée des masses, a dû chercher un appui dans la finance internationale. L'absence d'une aristocratie ouvrière dans les villes, d'une couche notable de paysans cossus à la campagne, a empêché la constitution d'une base pour un régime démocratique bourgeois. Plus le prolétariat grandit, prend connaissance de ses forces, plus la ruine des petites exploitations devient profonde à la campagne et pousse la paysannerie à la lutte, plus les minorités nationales cherchent à sortir de l'état de ces états « nationaux » en paroles, pluri-nationaux en fait, plus la dictature de l'appareil bureaucratique et militaire tend à se renforcer, plus l'Etat se débarrasse de l'écorce du parlementarisme colonial, du parlementarisme de façade, pour montrer son véritable caractère policier et militaire.

Si, dans la période de prospérité et de démantée révolutionnaire qui a suivi la guerre, les dictatures bonapartistes ont pu se payer le luxe d'un soit disant « parlement », et ont dû laisser une certaine marge aux libertés « démocratiques », à mesure que la classe ouvrière a subi des défaites et que les contradictions intérieures se sont approfondies, elles ont liquidé l'ancienne légalité et ont renforcé le caractère totalitaire du régime : en 1920 en Hongrie, en 1923 (et après en 1934) en Bulgarie, en 1926 en Pologne, en 1929 en Yougoslavie, en 1935-36 en Grèce, enfin en 1937-38 en Roumanie. Seule la Tchécoslovaquie couvre encore son bonapartisme sous des apparences « démocratiques ».

Dans toute la période d'après-guerre, la France et l'Angleterre, les impérialismes vainqueurs, ont pu s'appuyer — en toute tranquillité — sur leurs partis bonapartistes dans les Balkans. Mais la nouvelle montée de l'impérialisme allemand sous les traits de l'hitlérisme, trouva à son tour des points d'appui dans les mouvements fascistes qui surgissent dans le Sud-Est.

Entre la pression opposée des impérialismes, la bourgeoisie balkanique trouva les moyens de se rendre « indépendante » en supprimant les leviers des impérialismes représentés par leurs partis, et en concentrant le pouvoir entre ses propres mains. Cet état d'équilibre entre les grandes puissances est le point culminant de l'indépendance atteinte par cette bourgeoisie semi-coloniale. Elle ne trouva d'autres moyens de se consolider qu'en passant par dessus le petit jeu parlementaire et en faisant siennes les méthodes du fascisme : suppression des partis et de toute liberté, contrôle sur la presse, embrigadement de la jeunesse dans des formations paramilitaires, création des « syndicats corporatistes », etc...

En Grèce, en Yougoslavie, en Bulgarie où la concentration des pouvoirs se fit avant l'apparition des véritables mouvements fascistes, de masse, « à la droite » de

Sommaire de ce numéro

1848, 1871 et 1938. Les émissions de capitaux et la crise (P. Naville). « Révolution et contre-Révolution en Espagne » (J. Rous). Un état ni ouvrier ni bourgeois (L. Trotsky). La crise économique en Russie. Les tâches du prolétariat pendant la guerre (W.-St.). Dans l'Internationale : Hollande. Le R. S. A. P. et la IV^e Internatio-

nale (Maurice) ; Angleterre. F. Brockway et Staline. Les livres : Babeuf, de Dommangeat ; Fils du Peuple ; Kromer, Dubreuil, Maulnier. Chronique du gangstérisme stalinien : 1. Calomnies contre les b.-l. chinois. 2. De partout. Le nouveau « Drang nach Osten » (Verd).

la dictature on ne trouve aucun parti : en Grèce d'autant plus que l'élément de la concentration du pouvoir put être fourni par le gouvernement fasciste lui-même, n'ayant pas de points d'appui dans les masses, mais capable d'instaurer la dictature après que le bonapartisme « parlementaire » avait écrasé le mouvement ouvrier, et que le fractionnement des monarchistes et des libéraux lui laissait la voie libre.

Par contre en Roumanie où la concentration des pouvoirs ne put se faire qu'en 1937-38, « à la droite » de la dictature se trouve un mouvement fasciste, mouvement qui se transforme en une véritable exarçhisme, legs d'une période passée, tirant sa force de l'orientation extérieure de la politique roumaine, et non pas des méthodes intérieures de la dictature. Ce mouvement ne s'oppose pas à la monarchie comme ce fut le cas de Hitler face aux gouvernements Brüning-Papen-Schäcker, mais comme le mouvement des nazis face au régime de Dolfuss. **La caractéristique de ces dictatures bonapartistes, est qu'elles se rapprochent de la dictature du fascisme jusqu'à effacer toute différence entre elles.**

Seule la démocratie Tchécoslovaque manqua de forces pour prendre « le chemin de Dolfuss », et dut prendre le chemin de marchandages avec le parti de Sudètes de Henlein, ce parti tirant sa force surtout de l'existence d'une compacte population allemande en Bohême.

Le trait fondamental de « la lutte » du régent Horthy ou du roi Carol « contre le fascisme », c'est qu'il est un des moyens pour empêcher l'emprise totale de l'impérialisme allemand ; à l'intérieur, le bonapartisme assimile de plus en plus les méthodes du fascisme pour en faire ses propres lois d'Etat.

3. - Pacte et...marchandages

La Petite Entente paraissait le « terme stable » de la politique extérieure de 3 des pays danubiens. S'appuyant sur elle, la suprématie française fut complète dans cette partie de l'Europe, pendant près de dix ans. Mais à partir de 1929, (les protocoles de Rome) l'Italie s'affirma à son tour une grande-puissance dans le bassin du Danube, et dressa son propre « bloc » (l'Italie-Autriche-Hongrie) face à la Petite Entente. Quand en 1938 eût lieu l'Anschluss, ce fut non seulement le « bloc » de Rome qui subit les conséquences, mais aussi la Petite Entente. L'Italie trouva ainsi un nouveau partner dans son ennemi d'hier — la Yougoslavie —. Un autre pilier de la Petite-Entente, « le pion français du Sud-Est », la Roumanie, qui voit s'ouvrir devant elle la possibilité d'une « union personnelle » (sous le sceptre royal) avec la Hongrie, commence à s'approprier au rôle de pivot d'un axe balkanique allemand.

D'autre part la Tchécoslovaquie, coincée entre les tenailles de la « Grande-Allemagne », menacée à l'intérieur par le développement du parti de Henlein, est loin d'être la force unitaire et rêvée, sur laquelle pourrait s'appuyer l'impérialisme français. En plus, l'alliance Pologne-Roumanie, forte dans le temps sous l'égide de la France, devient aujourd'hui la base probable du grand couloir de la Baltique à la Mer Noire, qui dès maintenant a sa pointe dirigée contre l'Union Soviétique. « Nous pouvons maintenant, écrivait le 24/4/38 la *Deutsche Allgemeine Zeitung* — aussi bien laisser mûrir les événements que faire jouer plusieurs leviers

naturels à la portée de notre main. La chute du baroque Etat des nationalités de la monarchie danubienne (Autriche-Hongrie) a supprimé les obstacles à un nouvel ordre des choses en Europe centrale ».

La Roumanie et la Yougoslavie ont commencé à se tourner vers Berlin et vers Rome, à Tchécoslovaquie ne sait elle-même comment trouver une issue à sa situation. Evidemment, ni la Roumanie ni la Yougoslavie ne couperont les ponts qui les attachent à la France : personne ne peut garantir que la France sera opposée dans la guerre à l'Allemagne, ou que la situation de l'Allemagne serait la plus favorable.

Mais déjà l'impérialisme allemand a fait une brèche profonde au cœur des groupements dominés par la France dans le bassin danubien : la Petite Entente s'est transformé d'un **bloc actif en une réserve politique.**

L'autre « réserve » de l'impérialisme français et anglais « l'Entente Balkanique », dans laquelle se fit la jonction des positions respectives de la France et de l'Angleterre dans les Balkans, avait en 1934 sa pointe dirigée contre l'Allemagne. En 1938, l'« Entente » approuve la « politique d'amitié yougoslavo-italienne, et celle de la Roumanie envers l'Allemagne et l'Italie ». En d'autres termes, l'impérialisme français et anglais se voient obligés de sanctionner la **politique des alliances multiples** de la bourgeoisie balkanique.

On est loin de la « suprématie sans conteste » de la France d'avant 1929. Et c'est là, la deuxième phase dans l'action des regroupements dans les Balkans, encore un pas en avant du nouveau « Drang nach Osten ».

Quant à l'alliance Grèce-Turquie, qui, comme disait Metaxas, (le dictateur grec), pouvait fournir des armées « capables à elles-seules de maintenir la paix dans toute la péninsule » — sous le signe de l'impérialisme anglais —, il faudra encore voir si la Turquie restera attachée à cette alliance : il est vrai que les capitaux anglais prendront de plus en plus pied en Turquie, mais l'Allemagne domine à elle seule plus de la moitié de la balance commerciale turque...

4. - Conclusions

L'avance de l'impérialisme allemand dans les Balkans, suit sans contredit, une courbe ascendante depuis l'avènement d'Hitler. Ce fait a renforcé le rythme de la concentration du pouvoir entre les mains de la camarilla en Roumanie, et préparé la toilette de la bourgeoisie balkanique en vue de la guerre. D'autant plus s'aiguise la menace d'une guerre anti-soviétique.

Le bilan de l'impérialisme allemand est favorable pour le moment au chapitre balkanique : et pour cela la politique myope des opportunistes, des stalinistes, dans le mouvement ouvrier, qui ont substitué la lutte contre l'impérialisme mondial à la « lutte » pour la défense des « efforts pacifiques » de la France n'a pas eu une petite importance. Cette lutte ne favorise ni le prolétariat balkanique, ni l'Union Soviétique.

Seule une politique révolutionnaire, contre sa propre bourgeoisie, l'alliée de l'impérialisme, peut mettre fin non seulement au « Drang nach Osten », mais à tout les marchandages impérialismes menés sur le dos des larges masses laborieuses du Sud-Est européen.

VERD